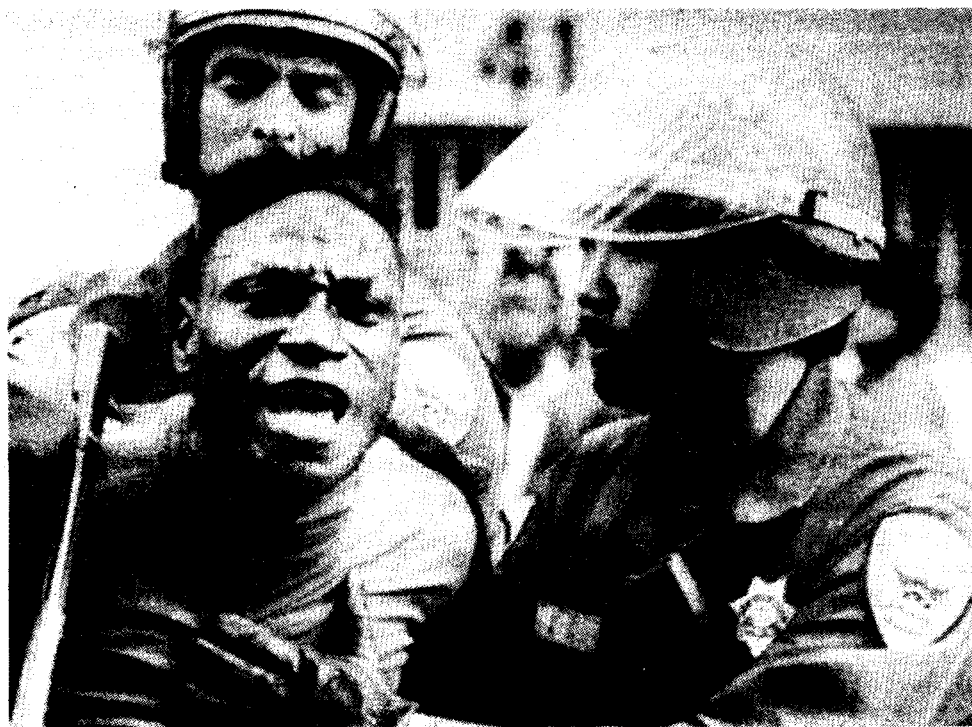


Le «nouvel ordre mondial» craque dans les métropoles impérialistes

La révolte de Los Angeles ébranle l'Amérique

11 mai - Quand les 31 voitures du cortège officiel du président Bush ont pénétré dans Los Angeles à l'aube, c'était comme l'entrée du général Schwarzkopf à Koweït City. Des agents fédéraux et des policiers armés étaient embusqués sur les toits, les boulevards étaient envahis de soldats. Au passage du convoi présidentiel, devant les ruines du district de Crenshaw, dans le quartier des immigrés salvadoriens et le quartier coréen, les pauvres de Los Angeles ont laissé éclater leur amertume et leur colère. Quelqu'un hurlait : « *Va au diable, espèce de menteur hypocrite !* » Un homme de 35 ans, père de trois enfants et licencié de son emploi à l'usine d'avions McDonnell Douglas il y a moins d'un an, s'écria : « *Nous avons besoin d'une meilleure éducation, de plus d'emplois, d'un rôle dans la communauté.* »

Une semaine plus tôt, le 29 avril, la colère longtemps réprimée des pauvres, des minorités et des travailleurs d'Amérique avait explosé contre les agents armés de cet Etat capitaliste raciste. Dans tout le pays, des jeunes, noirs, hispaniques, asiatiques et blancs étaient descendus dans la rue pour protester contre l'acquittement des flics de Los Angeles qui avaient sauvagement tabassé l'automobiliste noir Rodney King et pour manifester leur solidarité avec la révolte de Los Angeles. L'étincelle qui a embrasé



Chinn/SF Examiner

A San Francisco, arrestation d'un manifestant protestant, comme des dizaines de milliers d'autres dans tout le pays, contre l'acquittement des flics bourreaux de Rodney King à Los Angeles.

Los Angeles a ouvert dans le «nouvel ordre mondial» une faille béante qui s'élargit un peu plus chaque jour. De la Maison Blanche à la résidence du gouverneur de Californie, ceux qui gouvernent

l'Amérique savent qu'ils sont *tous* coupables et ils sont bougrement nerveux. L'armée de soldats et d'agents fédéraux que Bush a envoyée pour occuper Los Angeles est plus importante que le corps

expéditionnaire américain qui avait envahi la République dominicaine en 1965.

Au lendemain des émeutes, les Etats-Unis ont été le théâtre d'une sinistre escalade du bonapartisme policier, de Los Angeles à New York. Dans les rues, les nervis en uniforme ont imposé leur loi. Lors d'une manifestation à San Francisco, le 8 mai, 575 personnes sont tombées dans un traquenard policier quand les flics ont bloqué le parcours préalablement autorisé, ont chargé et arrêté les manifestants antiracistes. A New York, le 1^{er} mai, les manifestants rassemblés à Times Square ont été encerclés par des centaines de policiers anti-émeutes qui ont à plusieurs reprises coupé la route au cortège, de façon délibérément provocatrice. On devait apprendre plus tard que pendant quelques minutes, sur la fréquence radio de la police, une voix avait répété : « *Tirez. C'est un ordre. Tirez* » (Newsday, 6 mai).

Et à Los Angeles, celui qui passe par le centre ville quand une manifestation doit avoir lieu a l'impression d'être à Guatemala City : partout des véhicules blindés, des flics et des soldats qui brandissent des M-16. Le samedi 9 mai, un petit groupe de manifestants de gauche a été entouré par une armée de policiers. La veille, les flics avaient chargé des étudiants coréens qui protestaient contre

Suite page 12

Allemagne : action ouvrière pour renverser Kohl !

L'article ci-dessous est adapté du supplément à Spartakist (n° 95, 25 mai), le journal de nos camarades du SpAD, section allemande de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

22 mai - La récente grève dans les services publics et les transports ouest-allemands a été la plus grande bataille de classe dans ce pays depuis la Deuxième Guerre mondiale, et la première grève du

syndicat de la fonction et des services publics (ÖTV) depuis celle de 1974, qui avait fait tomber le gouvernement de Willy Brandt. L'enjeu n'était pas un misérable 5,4 % d'augmentation. Il s'agissait d'une épreuve de force provocatrice engagée par la bourgeoisie allemande, avec d'importantes répercussions internationales. Avec à ses côtés les sociaux-démocrates du SPD, cette bourgeoisie a commencé par lamener l'économie collectivisée est-allemande, et a privé d'emploi les six millions de chômeurs que compte l'Allemagne réunifiée. Aujourd'hui s'est mise en place une coalition de fait entre les chrétiens-démocrates de la CDU et le SPD, coalition qui veut faire payer aux travailleurs les ravages provoqués par la

Piquet de grève des postiers à Hambourg pendant la grève des services publics.



Der Spiegel

contre-révolution capitaliste en RDA et en Europe de l'Est.

Avec l'effondrement du stalinisme, l'impérialisme allemand a été enhardi par ce qu'il considère comme la victoire du capitalisme sur le «communisme». En

même temps, il subit de sévères pressions économiques en essayant de digérer le butin de cette victoire. Mais la bande à Kohl et les sociaux-traîtres du SPD ont fait une erreur de calcul sur la classe

Suite page 6

M2651 - 119 - 5.00 F



SI: Les charognards de la « mort du communisme »

Le contre-coup d'Etat du contre-révolutionnaire Eltsine et de son parrain Bush, en août dernier, s'est avéré être un test incisif pour les organisations se réclamant de la révolution socialiste. Seule la Ligue communiste internationale s'est mise clairement dans le camp prolétarien de la défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier soviétique contre les visées restauracionnistes d'Eltsine et Cie, en affirmant que les ouvriers de Moscou devaient balayer la racaille réunie sur les barricades de la « Maison blanche », les appelant à repousser la contre-révolution par la révolution politique prolétarienne. C'est à cette perspective que nous recrutons, en URSS comme partout dans le monde, les militants qui veulent établir un ordre communiste sur cette planète.

Le reste de la gauche – qui s'était retrouvé de l'autre côté des barricades, saluant le « démocrate » Eltsine, ou alors cherchant une « troisième voie » inexistante entre révolution et contre-révolution – se trouve, en gobant la « mort du communisme », en crise profonde. Ceci est particulièrement visible en France où PCF, LCR-JCR, LO vivent des crises sans précédent – batailles fractionnelles, le plus souvent sur fond d'hémorragie de membres.

Socialisme international, associé au Socialist Workers Party britannique, semble vouloir tirer profit de la situation et lance une OPA anticommuniste sur le reste de la pseudo-gauche. SI est d'autant mieux placé pour jouer au charognard de la « mort du communisme » que cette organisation n'a jamais hésité, et ce de-

puis longtemps, à se placer systématiquement dans le camp de l'impérialisme chaque fois que la défense de l'URSS était posée. SI attaque les « hésitations » de l'« extrême gauche » antisoviétique dans le soutien à la contre-révolution. En effet, sûrement pas un groupe soi-disant révolutionnaire n'est allé, comme eux, jusqu'à proclamer: « *Le communisme s'est écroulé [...]. C'est là un fait qui devrait enchanter tous les socialistes* » (*Socialist Worker*, 31 août 1991).

En 1950, l'organisation de Tony Cliff (aujourd'hui le SWP et SI) était expulsée de la Quatrième Internationale pour son refus de défendre la Corée du Nord contre les impérialismes US et britannique. Trois millions de Coréens ont été massacrés dans cette guerre conduite sous les auspices de l'ONU. Lorsque la Guerre froide est devenue « chaude » en Corée, la pseudo-théorie de Tony Cliff que l'URSS est « capitaliste d'Etat » a fourni la rationalisation d'une capitulation directe à l'impérialisme. Depuis, la haine virulente de l'Union soviétique a été la marque de commerce des cliffistes.

La « théorie » du capitalisme d'Etat, qui nie que les formes de propriété en URSS ou dans les autres Etats ouvriers représentent un progrès par rapport au capitalisme libéral, n'est qu'un peu brillant exercice de négation de la vérité. Comment la Russie arriérée, semi-colonie de l'Angleterre et de la France, est-elle devenue la plus grande puissance militaro-industrielle avec les Etats-Unis ? Pourquoi le taux de mortalité infantile est-il

plus élevé à Harlem qu'à Cuba ? Evidemment, la caste bureaucratique stalinienne a gravement enrayé le développement économique des Etats ouvriers, pavant la voie à la contre-révolution. Mais SI a rejeté la perspective de Trotsky de lutter pour des révolutions politiques prolétariennes qui redonneraient à la classe ouvrière le pouvoir politique sur ses Etats – défendant et régénérant les formes de propriété collectivisées – et leur préfère aujourd'hui des régimes à la solde des banquiers impérialistes. La seule logique du « capitalisme d'Etat » c'est son rôle constant de couverture « théorique » à des appétits antisoviétiques.

SI porte tous ses jugements politiques sur la base de sa haine de l'URSS et du communisme. Que ça soit dans la guerre de Corée, en soutenant la prise du pouvoir par les mollahs en Iran, les coup-jarrets de la CIA en Afghanistan, la tentative de coup d'Etat des cléricaux-nationalistes de Solidarnosc en Pologne en 1981, ou aujourd'hui le FIS en Algérie, SI et ses mentors ont réussi à chaque fois à s'engager totalement derrière les forces les plus réactionnaires.

Et la haine de la Révolution russe a toujours son pendant dans la subordination à sa « propre » bourgeoisie. En ce moment, SI vend sa salade réformiste dans une sauce « antifasciste ». Mais la mobilisation de la classe ouvrière pour écraser les fascistes n'est pas ce qu'ils ont en tête. Les actions minoritaires et isolées, exposées à la répression et vouées à l'échec, que SI préconise et organise à

l'occasion, ne sont qu'une manière plus « militante » de faire pression sur le gouvernement Mitterrand pour qu'il s'érige en Bonaparte et « interdise » les fascistes pour « éviter des troubles de l'ordre public ». Plus généralement, la politique de SI consiste à faire pression pour que « la gauche (lire le PS) se batte ». L'article de couverture de *Socialisme international* n° 49 (février-mars), au titre très évocateur de « Dans la rue stoppons les nazis ! Aux élections battons la droite ! », expose ses véritables appétits: « *Là où seuls les candidats PS ou PCF sont face à la droite, il faut voter à gauche, en solidarité avec les travailleurs qui haïssent la droite, même s'ils ne partagent pas nos idées.* » Nous, qui avons été à l'initiative de mobilisations ouvrières de front unique (y compris d'ailleurs avec des sociaux-démocrates) ayant effectivement chassé les fascistes des rues, de Washington à Berlin (Treptow, 1990) en passant par Rouen en 1981, avons toujours refusé d'appeler à quelque soutien que ce soit aux partis ouvriers engagés dans les coalitions de collaboration de classes type « union de la gauche », et nous appelons la classe ouvrière à faire rendre gorge à Mitterrand par l'établissement d'un gouvernement ouvrier. Nous combattons les illusions de la classe ouvrière dans le front populaire derrière la social-démocratie, illusions colportées non seulement par les dirigeants du mouvement ouvrier, mais par l'ensemble de ces pseudo-révolutionnaires dont SI est sans doute le spécimen le plus caricatural.

Contre les chacals qui se nourrissent de la désillusion et des succès de la propagande bourgeoise sur la « mort du communisme » pour perpétuer la dépendance de la classe ouvrière dans les culs-de-sac réformistes, la Ligue communiste internationale, par le débat politique menant aux scissions et aux fusions nécessaires, se donne pour tâche de reforge la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Lettre à Act Up

Nous reproduisons ci-dessous une lettre de la Ligue trotskyste à Act Up-Paris. Après en avoir pris connaissance, l'assemblée parisienne des militants d'Act Up qui s'est tenue le 26 mai a décliné notre proposition de partager le stand de la LCI à la fête de Lutte Ouvrière.

Paris, le 26 mai 1992

Chers amis,

Lors de votre réunion du mardi 19 mai, vous avez annoncé que Lutte ouvrière avait refusé de vous attribuer un stand à leur fête des 6-8 juin prochains. Vous nous avez depuis fait part de votre intention de faire pression sur la direction de Lutte ouvrière pour obtenir d'eux qu'ils reviennent sur cette décision scandaleuse.

Sans attendre les résultats de cette démarche, que nous approuvons évidemment pleinement, nous nous permettons de vous écrire en premier lieu pour vous dire notre indignation face à l'attitude des dirigeants de LO. Le prétexte par eux invoqué pour ce refus est l'affirmation que les stands sont réservés aux « organisations politiques ». Nous vous avouons que ceci ne nous surprend aucunement, venant de la part d'une organisation qui a toujours considéré que la défense des droits des homosexuels, des femmes et de toutes les couches de la population qui subissent une oppression spécifique, ainsi que la lutte contre toutes les discriminations sexistes et racistes, ne font partie ni de leurs préoccupations, ni plus généralement des tâches du mouvement ouvrier organisé. Il est aussi de notoriété publique que LO est une organisation homophobe, qui « évite » délibérément de

recruter des militants homosexuels.

Nous pensons cependant que si LO persistait dans ses intentions de vous exclure de sa « fête » qui était jusqu'ici, bon an mal an, un forum traditionnel des organisations ouvrières et démocratiques dites d'« extrême gauche » (avec toutes les réserves qu'appelle l'emploi de cette expression vu l'état de dégénérescence avancée d'une partie de celle-ci), il s'agirait là d'un précédent extrêmement inquiétant. Dans un pays où, comme vous ne le savez que trop bien, la politique criminelle des gouvernements Mitterrand en matière de lutte et de prévention contre le sida rencontre partout une indifférence complice et intéressée, nous ne pouvons tolérer sans réagir l'exclusion d'une manifestation comme la fête de LO

de ceux qui luttent pour briser ce mur du silence et de la mort.

Nous voudrions donc vous proposer, dans le cas où les dirigeants de LO maintiendraient leur décision de vous exclure, d'accepter de venir occuper une partie des deux stands dont la Ligue communiste internationale, dont nous avons l'honneur d'être la section française, disposera à Presles.

Comme vous le savez, nous sommes un groupe de propagande trotskyste qui travaille à construire un parti révolutionnaire marxiste, dans le but de renverser le capitalisme et de commencer la construction d'une société socialiste. Notre proposition pourra donc vous sembler pour le moins insolite. Nous vous demandons de la considérer pour ce qu'elle est:

l'offre d'une organisation qui partage votre détermination à lutter pour défendre les malades du sida, en vue d'une action commune ponctuelle contre une exclusion scandaleuse, homophobe, et qui fait le jeu de la politique criminelle par laquelle les gouvernements occidentaux préparent aujourd'hui un véritable massacre.

En espérant malgré tout que cette lettre sera sans objet, nous vous transmettons, chers amis, nos salutations fraternelles.

Pour la Ligue trotskyste,

Myriam Mercier

PS: Vous trouverez ci-joint un exemplaire du *Bolchévik* n° 112, avec un article sur la fête de LO de l'année dernière.



Paris, 22 mai – La LTF (à droite) a participé à la manifestation appelée par Act Up avec le soutien de dizaines de groupes et d'associations dont AIDES, où deux mille personnes ont crié leur colère contre l'incurie criminelle de la politique du gouvernement Mitterrand sur le sida.

A bas la chasse aux sorcières anticommuniste!

Dockers, FEN: il faut stopper le brisage des syndicats

En décembre 1947, Léon Blum, chef de la social-démocratie d'alors, déclarait: «Le devoir du Parti socialiste est d'appuyer de toutes ses forces le mouvement de Force ouvrière. Il faut détacher les travailleurs de la tyrannie absurde et intolérable du communisme. C'est la tâche vitale» (le Populaire, 19 décembre 1947). Le «mouvement de Force ouvrière», entreprise de brisage des syndicats dirigés par des communistes, a ainsi fait renaître la division syndicale, tellement néfaste pour les luttes ouvrières, au nom de la croisade antisoviétique de la Guerre froide. Quarante-cinq ans plus tard, fidèle à la tradition ancestrale de haine anticommuniste qui caractérise la social-démocratie, le régime Mitterrand agonisant s'efforce désespérément de terminer le sale boulot commencé à l'aube de la première guerre froide, avec l'aide musclée et les dollars de la CIA.

Avec l'écroulement du stalinisme à l'Est, la campagne des impérialistes sur la «mort du communisme» bat son plein. De Paris à Moscou en passant par Berlin ou Varsovie, les forces réactionnaires croient tenir leur revanche et pouvoir faire table rase du passé. Leur principal objectif est de briser les reins de la classe ouvrière dans la perspective de nouvelles guerres de rapine interimpérialistes ou néo-coloniales. C'est dans ce contexte que la bourgeoisie française exige maintenant à cor et à cri de ses argousins sociaux-démocrates qu'ils viennent sans délai jeter à ses pieds la dépouille ensanglantée de la CGT-dockers - le seul secteur, avec ce qui reste du Livre dans la presse quotidienne parisienne, où était réalisé le vieux mot d'ordre du *syndicat industriel* («Un seul syndicat par industrie, tous les ouvriers dans le syndicat»), et où subsistait cet important acquis ouvrier qu'est le *monopole syndical sur l'embauche*.

Les directions de la CGT et du PCF sabotent la lutte des dockers

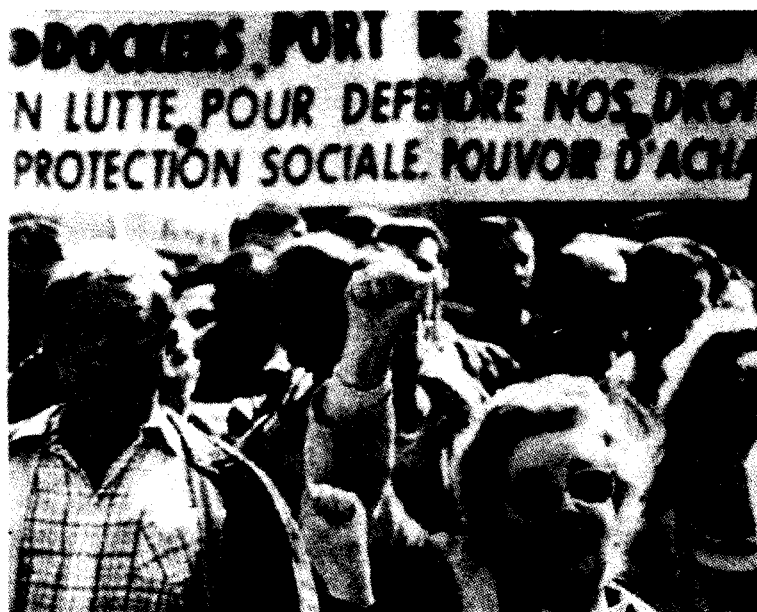
Une nouvelle étape décisive a été franchie après l'approbation du plan Le Drian par l'Assemblée nationale le 14 mai, à l'unanimité moins les voix des députés PCF. En cassant la CGT des dockers, la bourgeoisie française cherche à restaurer dans ses ports l'«ordre» sans partage du capital, pour affronter la concurrence économique interimpérialiste effrénée du «marché unique européen» de 1993. L'objectif du patronat

n'est en effet pas tant de diminuer les «coûts en main-d'œuvre» des ports français, dont la part est proportionnellement assez minime, mais plutôt d'éliminer la possibilité qu'un syndicat combatif, bastion du PC, puisse paralyser ces artères économiques vitales que sont les ports.

De même que le PCF stalinisé de Thorez d'après 1935, partisan (sur le papier) de la «dictature du prolétariat», appliquait au fond la même perspective fondamentale d'alliances de collaboration de classes que le PCF de Marchais, Fiterman et Herzog, de même les trahisons et les bradages des luttes ouvrières par la

blics», où des acquis ouvriers sont aujourd'hui directement menacés.

De tous temps, la solidarité internationale doit être une des clés du succès des luttes des dockers. Mais aujourd'hui, la défense du statut des dockers par la CGT se fait au nom de l'opposition nationaliste aux attaques antiouvrières que prépare le traité de Maastricht, sur la base qu'il faut défendre les ports français - c'est à dire le patronat maritime français qui aujourd'hui veut la peau du



A gauche, manifestation de dockers et de leurs familles le 13 mai à Dunkerque. A droite, Irving Brown, un des principaux artisans de la scission de Guerre froide de Force Ouvrière, au congrès de FO en 1985.

Face à ces menées criminelles des croisés frénétiques de l'anticommunisme, héritiers d'Irving Brown et de Defferre, les directions stalinienne de la CGT-dockers, et derrière elles les directions nationales de la CGT et du PCF, n'ont opposé que peu ou pas de résistance. Depuis six mois, la direction de la CGT a tout fait pour épuiser la combativité des dockers par des grèves perlées et isolées, par des actions coup de poing aussi spectaculaires qu'impuissantes.

A l'heure où les bureaucrates de la CGT font des pieds et des mains pour ne pas être exclus des magouilles de la «recomposition syndicale» avec les Blondel et autres Kaspar, Viannet et Cie se seraient volontiers passés de devoir défendre des dockers dont l'image de troupes de choc d'un mouvement ouvrier dominé par le PC reste vivace, et qui continuent à défiler en chantant l'*Internationale*.

direction cégétiste soi-disant «lutte de classe» des Frachon, Séguy ou Krasucki n'avaient rien à envier au brisage de la grève de Renault-Cléon ou au sabotage de la lutte des dockers par Viannet et Cie. Après des bastions comme la sidérurgie et l'automobile, quelques semaines après la fermeture de l'ex-«forteresse ouvrière» de Renault-Billancourt, c'est aujourd'hui le tour des dockers d'être sacrifiés sur l'autel de la collaboration de classes et du parlementarisme par Marchais, Viannet et consort.

Seule une véritable grève générale illimitée des dockers, étendue à tous les travailleurs des ports et des transports, peut encore briser l'offensive gouvernementale et patronale. Une telle bataille pourrait bien mettre en branle d'autres secteurs du prolétariat confrontés aux attaques antiouvrières du patronat et du gouvernement, et notamment les secteurs jusque-là «protégés» des «services pu-

syndicat CGT des dockers. On peut difficilement imaginer de politique plus suicidaire!

A bas la chasse aux sorcières anticommuniste dans la FEN! Réintégration immédiate des syndicats exclus!

Ce mois de mai aura vu le brisage annoncé de la FEN par sa direction social-démocrate entrer dans une phase active, avec pour objectif affirmé une purge-chasse aux sorcières contre la minorité Unité et Action (U et A) dirigée par les militants du PC. On peut ainsi lire dans l'*Enseignement public* (bulletin de la FEN publié par les sociaux-démocrates) juste après l'exclusion du SNES et du SNEP: «La crise qui nous traverse, celle qui traverse le syndicalisme en France et dans le monde, c'est celle de la dégénérescence d'une forme de syndicalisme prétendument révolutionnaire alors que les peuples qui se libèrent du joug communiste se tourment massivement, dans leur désarroi, vers le syndicalisme réformiste et les garanties qu'il apporte en terme de démocratie, d'indépendance, d'efficacité» (16 mai). Première charrette d'exclusions: les deux syndicats où U et A avait la majorité, le SNES et le SNEP, regroupant environ 80 000 syndiqués. D'autres exclusions ne sauraient tarder.

Les directions PCF profondément social-démocratisées du SNES et du SNEP font tout pour nier qu'elles sont la cible d'une chasse aux sorcières anticommuniste. En bons réformistes qui font plus confiance à l'Etat bourgeois qu'à la classe ouvrière, c'est tout naturellement vers les tribunaux bourgeois qu'ils se sont tournés pour régler ce conflit interne au mouvement ouvrier (lesquels tribunaux bourgeois les ont d'ailleurs déboutés). Face à cette démarche stupidement criminelle des directions U et A, nous disons: Flies et magistrats hors des affaires du mouvement ouvrier!

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), François Donau (réalisation), Charles Giguère, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault. REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance. DIFFUSION: Jean-Luc Etchart. DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte. Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris 5, chemin des Fruitières 93200 La Plaine-St-Denis Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

ABONNEZ-VOUS!

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Le retrait soviétique a été une trahison

Un bain de sang se prépare en Afghanistan

27 avril - Une semaine après le spectaculaire effondrement du régime du président Najibullah, les *moudjahidins* (combattants de la guerre sainte) intégristes se répandent dans les rues de la capitale afghane, Kaboul. Quatorze ans, jour pour jour, après que des nationalistes de gauche modernisateurs, soutenus par les Soviétiques, sont arrivés au pouvoir à Kaboul, offrant ainsi aux femmes la perspective d'une certaine émancipation vis-à-vis de siècles d'esclavage féodal et préféodal, les réformes qu'ils avaient mises en œuvre sont sur le point d'être balayées dans un bain de sang contre-révolutionnaire.

La bataille de l'Afghanistan a été le premier coup de feu et la ligne de front la plus sanglante de la deuxième guerre froide. Lorsque les troupes soviétiques étaient intervenues, en décembre 1979, pour épauler le régime chancelant du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) contre les réactionnaires soutenus par la CIA, la tendance spartaciste internationale avait proclamé « Salut à l'Armée rouge ! » Ployant devant les vents dominants de l'antisoviétisme, la majeure partie de la gauche s'était alignée derrière le cri de guerre des impérialistes et de leurs agents de la social-démocratie de guerre froide, PS français en tête : « Retrait des troupes soviétiques ! » Dix ans plus tard, lorsque Gorbatchev a abandonné l'Afghanistan, nous avons dénoncé cet abandon comme une trahison des peuples afghans et aussi de l'Union soviétique elle-même. Les fatales conséquences de cette trahison sont maintenant devant nos yeux.

Il y a un peu plus d'un an, les impérialistes ont massacré plus de 100 000 Irakiens au nom du « nouvel ordre mondial » de Washington. Ils se préparent aujourd'hui à proclamer un nouveau triomphe de la « liberté » et de la « démocratie » sur les montagnes de cadavres de ceux qui se sont battus pour l'émancipation sociale. En leur nom, nous crions que ce crime doit être gravé dans la mémoire de la classe ouvrière internationale !

Bouffi de suffisance, un commandant de la guérilla déclarait dans les faubourgs de Kaboul : « Les seules personnes qui ont quelque chose à craindre sont les gens de Najibullah. » Aux yeux de ces coupe-jarrets réactionnaires, « les gens de Najibullah » comprennent tous les enseignants laïques, tous les militants de gauche, toutes les écolières qui ont appris à lire et à écrire, toutes les femmes qui ont jeté aux orties le suffocant *tchador* qui vous recouvre des pieds à la tête. La nouvelle de l'entrée des *moudjahidins* dans la capitale aussitôt connue, les bureaux des administrations se sont vidés et les volets des magasins et des maisons se sont fermés. Le sang de milliers d'« infidèles » pourrait bientôt rougir les eaux de la rivière Kaboul.

Alors que les groupes de guérilla se massaient autour de Kaboul, le *tchador* atteignait des prix astronomiques, signe indicateur de la panique qui s'était emparé des femmes émancipées de la capitale. Les bandes de *moudjahidins* scandaient : « Dieu est grand ! » en investissant la capitale. L'un d'eux s'écriait : « Nous voulons que tout change en conformité avec l'Islam. Par exemple, si une femme ne veut pas s'habiller à la manière islamique, je ne la laisserai pas se promener en ville. » Le *Washington Post* (26 avril)



A gauche, une colonne de « moudjahidins » progresse vers Kaboul. L'alliance conflictuelle des chefs de bande contre-révolutionnaires est coiffée par un « Conseil islamique intérimaire » présidé par Sigbatullah Modjadédi (à droite).

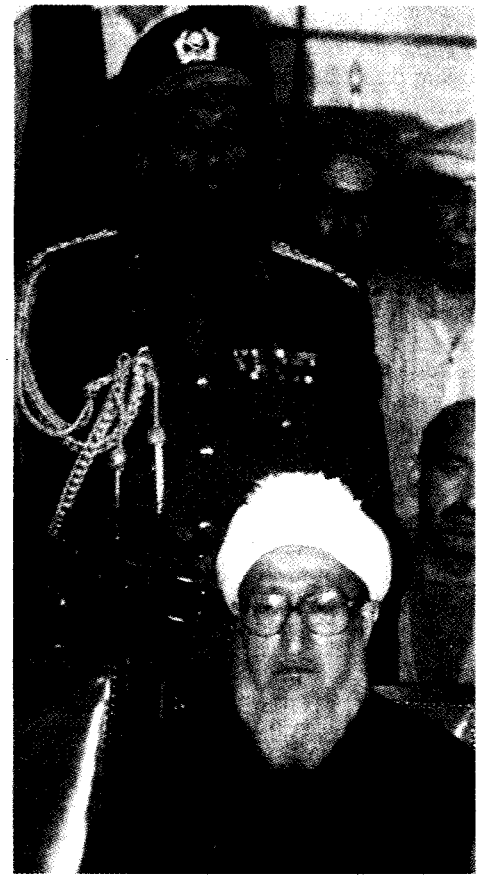
écrit : « Il y a seulement un mois, beaucoup de femmes se promenaient dans les rues de Kaboul en jupe occidentale et en chaussures à talons hauts ; aujourd'hui, toutes celles qui s'aventurent dans la rue portent des foulards islamiques. » Une jeune femme, étudiante en droit à l'Université de Kaboul, déclarait simplement : « Bien sûr, nous avons très peur. »

Les bandes intégristes, basées sur des groupes ethniques et tribaux rivaux, ont déjà commencé à s'entre-tuer dans les rues de la capitale et à distribuer sur une large échelle les armes à la population. Les forces basées sur l'ethnie pashtoune du fanatique fascinant Gulbuddin Hekmatyar sont déjà engagées dans un affrontement sanglant avec les forces rivales commandées par Ahmed Chah Massoud, un Tadjik du nord. On peut s'attendre à un massacre interethnique fratricide général, aux proportions terrifiantes, un Liban à la puissance dix. En tout cas, la population civile de Jalalabad - le dernier bastion gouvernemental à tomber, et

qui fut, il y a trois ans, le théâtre d'une résistance héroïque au siège des intégristes - est confrontée à un sort pire encore que celui de Kaboul.

Le président Najibullah lui-même se serait réfugié dans les locaux des Nations unies à Kaboul. Malgré les tentatives de l'ONU de lui assurer un sauf-conduit pour rejoindre sa famille en Inde, les rebelles islamiques ont juré que l'ancien dirigeant afghan ne quitterait pas le pays vivant. Cependant, les *moudjahidins* assassins n'ont eu que ce qu'ils méritaient lorsqu'ils ont essayé de donner l'assaut à l'ambassade cubaine à Kaboul. Une déclaration de l'ambassade a expliqué laconiquement : « Les responsables cubains qui veillent sur l'ambassade et qui protègent les citoyens cubains sous notre drapeau ont défendu l'intégrité des lieux sous notre protection. »

Alors que les *moudjahidins* sont sur le point de prendre le contrôle de Kaboul, la stupide porte-parole du Département d'Etat américain Margaret Tutwiler re-



photos Der Spiegel

commandait pieusement : « De grâce, ne recourez pas à la violence. » Quel culot. Depuis le Démocrate Carter jusqu'aux Républicains Reagan et Bush, les Etats-Unis ont envoyé des milliards de dollars d'armement sophistiqué aux coupe-jarrets afghans de la CIA pour tuer des *soldats soviétiques*. Et la France de Mitterrand n'a pas ménagé son appui aux « résistants » obscurantistes, qu'il s'agisse des armes expédiées par ses barbouzes ou de l'aide logistique convoquée par les prétendues « organisations humanitaires » anti-communistes, style « Médecins sans frontières ». Aujourd'hui, avec l'Union soviétique en pleine désorganisation, les puissances impérialistes s'inquiètent du fait que la multitude de groupes intégristes, hostiles les uns aux autres, qu'elles ont soutenus et financés pendant des années, puissent entraîner le chaos et la « déstabilisation » de la région.

La presse aux ordres des impérialistes essaie maintenant de cacher le fait que le principal bénéficiaire, pendant des années, des largesses de la CIA a justement été le sinistre Hekmatyar. Maintenant, elle présente le soi-disant « modéré » Massoud comme un « héros » des *moudjahidins*. Un reportage extasié façon « Marie-Chantal à Peshawar » de Donatella Lorch, paru dans le *New York Times* du 21 avril, fait l'apologie du « commandant de la guérilla à la voix douce, au visage anguleux, portant un collier de barbe et un bonnet en laine à la mode afghane. » Mais ce soi-disant modéré avait déclenché son insurrection bien avant que le PDPA « communiste » n'arrive au pouvoir en 1978. Il s'était même opposé aux tièdes réformes sur le papier du régime de Daoud en 1973.

La chute du régime de Najibullah n'a pas été le résultat d'une victoire militaire des *moudjahidins*, mais plutôt la conséquence d'une désagrégation interne sur des divisions ethniques et tribales avec la fin du soutien soviétique. Ainsi au mois de mars, le commandant d'une milice gouvernementale, le général Rashid Dos-

Les « moudjahidins » ont pour cibles l'éducation et le progrès social



Plus de la moitié des étudiants de l'université de Kaboul étaient des femmes. Elles sont en danger de mort entre les mains des « moudjahidins ».

tom, un Ouzbek, a formé une alliance précaire avec Massoud dans le Nord-Est. Le commandant de la garnison de Kaboul, tadjik lui aussi, a pris le parti de Massoud et Dostom. Dans le centre de l'Afghanistan, les Hazaras chiites ont pris le contrôle de toute une région, tandis qu'une autre armée tribale a établi son fief dans le sud. Pendant ce temps, des éléments de l'ancienne police secrète appartenant à l'ethnie pashtoune dominante auraient rejoint Hekmatyar.

Pendant des années, les impérialistes et leurs suivistes de gauche glapissaient que l'intervention soviétique foulait aux pieds l'« autodétermination de la nation afghane ». Nous avons fait remarquer que l'Afghanistan n'était aucunement une nation, mais une entité artificielle taillée dans cette région montagneuse par la Grande-Bretagne impérialiste et la Russie tsariste. En tout cas, on peut dire que le PDPA, la première formation véritablement multiethnique dans l'histoire afghane, a ouvert la possibilité de la consolidation d'une nation véritable à partir des nombreux groupes ethniques et tribaux. Dans « La bataille pour l'Afghanistan » (voir le *Bolchévik* n° 91, mars 1989), nous lançons cette mise en garde : « Si les moudjahidins renversaient le gouvernement nationaliste de Kaboul, la guerre civile qui oppose deux camps pourrait bien devenir une guerre de tous contre tous. »

Aujourd'hui, l'émissaire des Nations unies Benon Sevan plaide auprès des multiples organisations rebelles féodales : « A moins que vous ne commenciez à penser d'abord en tant qu'Afghans et moins en termes de votre origine tribale, les choses n'iront pas mieux. Elles ne feront qu'empirer. » Cependant, aussi confuse que soit maintenant la situation en Afghanistan, les choses ne pourront qu'empirer.

De la « Révolution d'avril » à la trahison soviétique

La « Révolution d'avril » de 1978, qui a amené le PDPA au pouvoir, a été largement réalisée par les officiers subalternes prosoviétiques de l'armée ; elle promettait une série de réformes relativement modestes, notamment la redistribution des terres et la réduction du prix de l'épousée. Dans le contexte de cette société horriblement arriérée, des mesures aussi minimales nécessitaient rien moins qu'une transformation révolutionnaire. Mais, dans un pays où les mollahs dépassaient en nombre les ouvriers de l'industrie, la base sociale nécessaire pour soutenir une telle transformation était complètement absente. En particulier, les réformes ayant trait à la condition des femmes ont été accueillies par une insurrection intégriste organisée par les mollahs et les chefs tribaux. La CIA s'est précipitée pour financer cette insurrection anticommuniste sur le flanc sud, stratégique, de l'Union soviétique.

Au moment de l'intervention de l'Armée rouge, le PDPA était sur le point d'être submergé par les insurgés islamistes, tout en s'entre-déchirant au niveau interne avec des purges sanglantes. De plus, selon un récit en six parties paru dans la revue *le Soldat soviétique*, le chef du KGB d'alors, Andropov, avait été averti en décembre 1979 que les militaires pakistanais planifiaient une invasion de l'Afghanistan. Le 1^{er} janvier 1980, 100 000 soldats soviétiques franchissaient la frontière et pénétraient en Afghanistan. Nous écrivions à l'époque : « Il ne doit y avoir aucun doute que le camp de nous autres, révolutionnaires, dans ce conflit est celui de l'Armée rouge [...]. En donnant un soutien militaire inconditionnel à l'armée soviétique et aux forces du PDPA afghan, nous n'accordons en aucune manière de confiance politique à la bureaucratie du Kremlin ou aux nationalistes de gauche de Kaboul. Bien que les staliniens du Kremlin semblent actuellement vouloir maintenir le régime du PDPA [...], la présence prolongée des troupes soviétiques ouvre des possibilités plus grandes [...]. Etendez les acquis

sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan ! » (« Salut à l'Armée rouge ! », *le Bolchévik* n° 15, janvier 1980).

Quelques années plus tard, même la presse occidentale concédait qu'une victoire militaire soviétique sur la racaille féodale des « combattants de la liberté » était imminente. L'intervention soviétique a rendu possible la transformation révolutionnaire de la société afghane. Vers la fin des années 1980, le nombre des femmes dans la force de travail a été multiplié par cinquante, la majorité des étudiants de l'Université de Kaboul étaient des femmes, et 15 000 femmes servaient comme soldats et officiers dans l'armée afghane. Comme nous l'avons noté dans « La bataille pour l'Afghanistan » : « L'envoi des troupes en Afghanistan, même s'il fut réalisé sans enthousiasme, a été le seul acte du régime conservateur de Brejnev qu'on peut qualifier sans ambiguïtés de décent et de progressiste, et qui allait à l'encontre du dogme stalinien réactionnaire du "socialisme dans un seul pays" » (*le Bolchévik* n° 91).

Mais nous avons averti dès le début

le gouvernement central.

A la suite du retrait soviétique, le Partisan Defense Committee a écrit au gouvernement afghan en février 1989, lui proposant d'organiser des brigades internationales pour se battre contre les mollahs coupe-jarrets de la CIA. Au lieu de cela, Kaboul a demandé une aide humanitaire aux victimes civiles du siège de Jalalabad. Le PDC et ses organisations sœurs de par le monde, dont le Comité de défense sociale en France, ont organisé un Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad qui a collecté plus de 250 000 francs en trois mois. Comme expression de notre solidarité, nous avons dépêché un correspondant à Kaboul et Jalalabad pour rapporter la vérité à nos lecteurs.

Malgré le désir évident des femmes, des militants de gauche et de la jeunesse d'Afghanistan de combattre pour défendre leurs acquis, ce pays arriéré et isolé ne pouvait pas tenir seul éternellement. Au lendemain du retrait soviétique, le PDPA a tenté de sauver son régime par une politique de « réconciliation nationale » destinée à diviser les groupes mou-

sayaient d'éviter la question, une panoplie de soi-disant trotskystes sautaient sur le char antisoviétique de Carter-Reagan-Mitterrand. Les partisans de Nahuel Moreno non seulement saluaient les coupe-jarrets *moudjahidins*, mais ils appelaient à l'extension de la contre-révolution islamiste à l'Asie centrale soviétique elle-même. Le Secrétariat unifié d'Ernest Mandel reprenait le cri de guerre impérialiste de « *Retrait des troupes soviétiques !* » Et d'autres, tel le groupe britannique Workers Power/Pouvoir ouvrier, dénonçaient l'intervention soviétique comme contre-révolutionnaire, pour ensuite dénoncer le retrait de ces mêmes troupes comme tout autant contre-révolutionnaire. Oui, ils ont tous du sang sur les mains.

Au moment de la fondation de la Quatrième Internationale en 1938, Léon Trotsky écrivait : « *Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe.* » Rien que dans les dernières années, en plus de la destruction sanglante de l'Irak par la coalition impérialiste, les guerres civiles fratricides



Notre tendance a salué l'intervention de l'Armée rouge en 1979 contre les forces soutenues par la CIA, et organisé une campagne internationale d'aide à Jalalabad assiégée après la trahison du retrait soviétique de 1989.

que dans leur quête futile d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme hostile, Brejnev et ses successeurs pourraient essayer de passer un accord aux dépens des peuples afghans. Quand Gorbatchev est arrivé au pouvoir, il a commencé à appliquer sa « nouvelle pensée » de conciliation sur toute la ligne avec l'impérialisme occidental. Les médias soviétiques commencèrent à sortir une propagande défaitiste sur la guerre afghane pour retourner la population contre elle, reprenant le mensonge occidental insidieux selon lequel c'était « le Vietnam de la Russie ». Quelle absurdité ! Au Vietnam, les Etats-Unis menaient une sale guerre coloniale pour stopper une révolution sociale, et ont été battus sur le champ de bataille. En Afghanistan, les soldats soviétiques considéraient qu'ils accomplissaient leur « devoir internationaliste » pour arrêter une contre-révolution sanguinaire, et ils ont été poignardés dans le dos par une bureaucratie qui ne s'est jamais battue pour gagner.

Mais pour la bureaucratie du Kremlin, qui cherchait désespérément à acheter la paix avec l'impérialisme à n'importe quel prix, c'était là un boulet à traîner. Lorsque Gorbatchev a donné l'ordre de retrait des troupes, il n'y a pas eu de réciprocité de la part des Etats-Unis. Lorsque les dernières unités soviétiques ont eu quitté l'Afghanistan en février 1989, les oracles impérialistes prédisaient que le régime du PDPA s'effondrerait en quelques mois. Les Etats-Unis et leurs clients pakistanais ont alors monté un siège brutal des *moudjahidins* contre la capitale provinciale de Jalalabad. Mais la ville héroïque de Jalalabad a résisté, et pendant plus de trois ans après le retrait soviétique, le régime de Najibullah a tenu. Ce fut le contre-coup d'Etat proimpérialiste d'Eltsine en août dernier, conduisant à l'arrêt total de l'aide, qui a condamné la fragile économie afghane et

djahidins rivaux. Nous avons lancé cette mise en garde : « *Le PDPA peut penser qu'aussi longtemps qu'il pourra concilier et neutraliser l'opposition cléricale-féodale, tout en gardant le contrôle des villes, il sera capable de maintenir des oasis de relatif progrès social dans un désert d'arriération rurale (où les femmes continueront à être réduites en esclavage). Mais tôt ou tard, les villes tomberont, victimes de la réaction féodale retranchée, et la continuation des divisions ethniques et tribales dans le pays, sur une grande échelle, commencera à faire ses ravages au sein même du PDPA multiethnique* » (« Afghanistan : Civil War and Social Progress », *Workers Vanguard* n° 489, 10 novembre 1989). De façon tragique, c'est ce qui commence maintenant à arriver.

Maintenant plus que jamais, reforgez la Quatrième Internationale !

C'est un moment amer pour des révolutionnaires quand il s'avère qu'ils avaient raison de mettre en garde contre une trahison sanglante. Mais nous n'avons que mépris pour ceux qui professaient une rhétorique socialiste tout en s'alignant derrière ceux qui perpétrèrent une terreur meurtrière contre les femmes et les militants de gauche afghans. Il y a trois ans, nous écrivions : « *Le retrait soviétique pourrait bien aboutir à un effroyable massacre des militants de gauche, des femmes dévoilées et de toute la population éduquée d'Afghanistan. [...] le sang des milliers de victimes de cette terreur blanche retomberait aussi sur ceux qui, des années durant, avaient fait du retrait de l'Armée rouge leur mot d'ordre* » (« LO, LCR et l'Afghanistan - Ils ont hurlé avec les loups impérialistes », *le Bolchévik* n° 91).

Tandis que les « eurocommunistes » dénonçaient l'intervention soviétique et que les staliniens loyaux à Moscou es-

ravagent la Yougoslavie et le Caucase soviétique. Le bain de sang qui menace en Afghanistan pourrait bien entraîner tous les pays et les peuples voisins.

Il y a un lien direct entre la trahison de l'Afghanistan par Gorbatchev au service de l'impérialisme et l'actuel chaos contre-révolutionnaire, auquel préside le proimpérialiste déclaré Eltsine, qui menace de détruire l'Union soviétique. Une victoire de l'Armée rouge en Afghanistan était non seulement possible, mais éminemment réalisable. Cela aurait retenu le bras de l'impérialisme et assuré un avenir pour les peuples d'Afghanistan. Nous avons dit qu'il valait beaucoup mieux combattre l'impérialisme en Afghanistan plutôt qu'à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique. Au lieu de cela, la bureaucratie soviétique conciliationniste a refusé de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, et s'est simplement, avec Gorbatchev, inclinée devant le *diktat* de l'impérialisme occidental.

Le martyr de l'Afghanistan est un résultat direct de l'avance de la contre-révolution en Union soviétique. La défense des acquis sociaux de la révolution d'Octobre est posée de manière aiguë en Asie centrale soviétique, où les forces expansionnistes de l'obscurantisme médiéval menacent de rejeter une société industrialisée relativement avancée des siècles en arrière. Le prolétariat soviétique multinational doit tirer les leçons de l'Afghanistan. Il ne saurait y avoir de conciliation de la contre-révolution. Le stalinisme a fait banqueroute. Un parti d'avant-garde authentiquement léniniste-trotskyiste doit être forgé pour diriger la révolution politique prolétarienne qui pourra balayer la contre-révolution d'Eltsine et restaurer l'étendard de l'internationalisme au Kremlin. *Reforgez la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste !*

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 551

Allemagne...

Suite de la page 1

ouvrière la plus puissante d'Europe. Ils ont précipité le déclenchement d'une grève extrêmement populaire contre eux-mêmes, et contre les conséquences de la réunification capitaliste. En outre, la grève a commencé à s'étendre à l'Est, montrant ainsi l'existence d'un formidable potentiel de lutte de classe unitaire.

La grève était populaire. Le mécontentement de la population s'est retourné contre le régime. Selon les derniers sondages, Kohl est un des politiciens les plus impopulaires d'Allemagne, et une plaisanterie populaire sur le « mensonge fiscal » (la promesse électorale de Kohl qu'il n'y aurait pas d'augmentation des impôts pour financer la réunification) fait référence à l'« impôt supplémentaire pour les gogos » (*Volksverarschungsabgabe*). Avec ce genre de colère, c'était un moment propice pour faire grève, et une grève dure. Pendant la grève, Bonn a joué avec l'idée d'envoyer la Bundeswehr ramasser les ordures. Si cela avait été décidé, il aurait alors fallu réagir par une grève générale.

Il ne s'agit pas ici d'une dispute pour une poignée de deutschemarks, mais d'une âpre confrontation politique de classes, nécessitant une mobilisation générale de la classe ouvrière, à l'Est et à l'Ouest. La bourgeoisie a annoncé la fin du « modèle allemand » de collaboration de classes organisée. Elle voudrait appliquer la politique économique de Reagan et Thatcher, ce qui veut dire une guerre ouverte contre les syndicats.

L'affrontement avec l'Etat allemand n'est pas terminé. Partout les travailleurs disent qu'ils sont « éccœurés » par l'accord honteux qui a été conclu, et qui représente une réduction substantielle des salaires – parce qu'ils savent que pendant onze semaines ils tenaient le gouvernement là où ça fait mal. Dans le Braunschweig, la grève a continué après l'annonce de l'accord. La base de l'ÖTV – en particulier les travailleurs des transports et les éboueurs – a rejeté l'accord salarial par une nette majorité de 55 %, mais les bureaucrates le lui imposent contre son gré. Les négociations sont en cours pour les fonctionnaires est-allemands et une grève est directement à l'ordre du jour, mais les directions syndicales prennent bien soin qu'aucune lutte ne s'engage avant la fin de la grève à l'Ouest.

Juste derrière les travailleurs de la fonction publique, il y a les quatre millions d'ouvriers de la métallurgie, ainsi que les ouvriers du bâtiment et de l'imprimerie; des dizaines de milliers de métallurgistes et d'imprimeurs ont déjà débrayé pour des « grèves d'avertissement ». Mais après la grève et l'accord salarial de l'ÖTV, le dirigeant de l'IG Metall Steinkühler a tellement peur de perdre le contrôle de sa base qu'il veut imposer une augmentation des salaires de 5,4 % cette année et de 3,3 % en 1993.

Ce qu'il faut, c'est une action ouvrière pour renverser Kohl. Rompez avec la social-démocratie – une « grande coalition » du capital signifiera une escalade des attaques contre les travailleurs, les immigrés, les femmes. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement ouvrier pour exproprier le capital !

Du « partenariat social » à la guerre de classes

Depuis les années 50, les patrons ont tenu les ouvriers en respect avec l'aide du mythe du « partenariat social » colporté par le SPD. Mais aujourd'hui que la bourgeoisie déclare ouvertement la guerre à la classe ouvrière, le journal *Die Zeit* écrit que « le consensus social se désintègre ». Après avoir avalé l'Etat ouvrier déformé est-allemand, l'impérialisme allemand est devenu plus agressif; comme l'Allemagne de Guillaume II avant la Première Guerre mondiale, il veut se tailler une « place au soleil ». Et dans sa *Drang nach Osten* [poussée vers



Berlin-Est, 4 mai – Les travailleurs des transports débrayent, étendant la grève des services publics ouest-allemands à l'Est. Leur mot d'ordre: « A travail égal, salaire égal. »

l'Est], il s'est mis sur les épaules de nouveaux fardeaux économiques qui éprouvent durement sa puissance pourtant colossale.

Le régime de Bonn a eu les yeux plus gros que le ventre. En Yougoslavie, il a forcé la main aux autres pays de la CEE en les obligeant à reconnaître la Slovaquie et la Croatie, mais la région tout entière a sombré dans une guerre civile fratricide. Le départ du ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, après 18 ans passés à la tête de la diplomatie, est la troisième démission d'un ministre en un mois et montre la fragilité du régime de Bonn. Des reportages télévisés où l'on voyait des chars vendus par l'Allemagne, dans le Kurdistan turc, en train de réduire en miettes des femmes et des enfants kurdes au moment du Nouvel An kurde, ont coûté son poste au ministre de la Défense de Kohl. Alors même qu'il brocardait les Américains qui avaient dû faire la quête pour financer leurs bombardements de la population irakienne pendant la guerre du Golfe, le Quatrième Reich accumule sa propre « montagne » de dettes.

L'année dernière, Bonn a injecté plus de 180 milliards de deutschemarks en Allemagne de l'Est (168 milliards de subventions publiques, 15 milliards d'investissements privés). L'Allemagne a aussi investi 75 milliards de deutschemarks pour financer la contre-révolution en Union soviétique, et 105 autres milliards de deutschemarks en Europe de l'Est, pour transformer les anciens Etats ouvriers déformés en néo-colonies de la Deutsche Bank. Il faut donc bien trouver l'argent quelque part. La Bundesbank, la banque centrale de l'Europe, peut pressurer les capitalistes de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Suisse, etc. en maintenant des taux d'intérêt élevés. Mais ça ne suffit pas. La bourgeoisie cherche aussi à élever le taux d'exploitation des ouvriers dans toute l'Allemagne.

Cet objectif est au cœur de l'offensive actuelle de la bourgeoisie et du gouvernement contre les syndicats. Avant même l'*Anschluss* (l'annexion de la RDA), Bonn avait engagé une campagne de coupes sombres dans les prestations sociales avec sa « réforme de la santé ». L'année dernière, il y a eu une campagne contre les congés maladie. Et le gouvernement CDU-FDP demande maintenant la réintroduction du non-paiement du salaire pendant les trois premiers jours de l'arrêt maladie (une disposition supprimée il y a 40 ans), provoquant une réaction indignée des syndicats.

Est et Ouest – Faisons grève ensemble !

Lundi 4 mai, les employés des transports de Berlin-Est ont débrayé spontanément en solidarité avec leurs frères de classe de l'Ouest, risquant leur emploi alors que sévit un chômage massif. Pendant 24 heures, les transports publics de Berlin-Est ont été presque totalement paralysés. L'entrée du dépôt Lichtenberg

était barrée par une banderole: « A travail égal, salaire égal! »

Le vieux mensonge stalinien comme quoi les travailleurs ouest-allemands n'entreraient jamais en lutte a été pulvérisé. Comme l'explique une lettre adressée à la rédaction du journal *Berliner Zeitung*, « les grèves de masse produisent la clarté ». Les employés des transports de Berlin-Est éprouvent un fort ressentiment à l'encontre des bureaucrates de l'ÖTV qui ont fait des heures supplémentaires pour leur faire reprendre le travail, avec la menace de licenciements punitifs suspendue au-dessus de leur tête. Mais rappelons-nous bien que les seules grèves « illégales » sont celles qui échouent. De brefs débrayages ont aussi été signalés en Thuringe et en Saxe. La bourgeoisie avait des sueurs froides devant la perspective d'une grève nationale des transports. La clé, c'est d'unir dans la grève l'Est et l'Ouest !

Les patrons et les bureaucrates du SPD et de la fédération syndicale DGB ont tout essayé pour maintenir la division entre travailleurs de l'Est et de l'Ouest, et pour les dresser les uns contre les autres. La chasse aux sorcières anticommuniste qu'ils ont orchestrée est destinée à purger idéologiquement, à démoraliser et à paralyser les travailleurs. Mais aujourd'hui, les travailleurs sont de plus en plus dégoûtés de ces manœuvres, en particulier quand ils commencent à se battre. Au dépôt de Lichtenberg, le licenciement de plusieurs chauffeurs de bus et d'autres ouvriers dans le cadre de la chasse aux sorcières anti-Stasi a suscité l'indignation de leurs collègues de travail.

La DGB a même essayé d'organiser ses manifestations du Premier Mai sous le mot d'ordre: « Partager nous unit » – autrement dit payer pour l'*Anschluss*. La conception que les bureaucrates, suivant en cela Kohl, se font de la « solidarité »,

c'est de demander aux travailleurs de l'Ouest de se serrer la ceinture pour les ploutocrates de Francfort, après avoir détruit l'économie est-allemande. Ce faisant, les bureaucrates arrogants qui dirigent les syndicats attisent de répugnantes attitudes anti-« Ossies » (Allemands de l'Est), tandis que dans le cadre de la chasse aux sorcières, les bureaux des syndicats à l'Est sont principalement peuplés de « Wessies ». Mais la tentative des bureaucrates d'en appeler au nationalisme du Quatrième Reich a fait long feu, les protestations indignées des différents syndicats les ayant contraints à retirer ce mot d'ordre en toute hâte et à le remplacer, dans un certain nombre de villes dont Augsburg (manifestation centrale de la DGB), Essen et Berlin par: « La solidarité est une obligation. »

Les profits des banques et des trusts n'ont jamais été aussi juteux. Pour eux, le gouvernement a annoncé une réduction brutale des impôts sur les dividendes et les plus-values; pour les ouvriers, il y a des mesures d'austérité draconiennes. Bonn a démantelé le système de santé est-allemand, pratique des coupes sombres dans celui de l'Ouest et veut aujourd'hui financer la réunification avec les allocations de chômage et de retraite. Le SPD/DGB proteste verbalement contre cette mesure, mais c'est là aussi une conséquence de la contre-révolution en Allemagne de l'Est dont les sociaux-démocrates ont été le fer de lance, donnant toute latitude aux capitalistes pour liquider les acquis historiques des travailleurs est-allemands. La bourgeoisie allemande et ses acolytes veulent prendre leur revanche sur la défaite que leur a infligée l'Armée rouge en 1945, et éradiquer tout souvenir de l'Etat ouvrier à l'Est.

Fin 1989 et début 1990, alors que le régime stalinien de Honecker avait commencé à s'écrouler, et que les travailleurs est-allemands descendaient en masse dans la rue pour exiger un véritable socialisme, les précurseurs du SpAD, la *Trotzkistische Liga Deutschlands* et les *Spartakist-Gruppen* intervenaient pour lutter pour une révolution politique prolétarienne de Berlin-Est à Moscou, et pour une révolution sociale à l'Ouest – pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers. Mais la classe ouvrière, en l'absence d'un parti révolutionnaire suffisamment fort pour se placer à sa tête, ne réussit pas à prendre l'initiative, et l'impérialisme allemand mobilisa toute sa puissance pour imposer la contre-révolution par la réunification. Les spartakistes furent les seuls à s'opposer de façon intransigente à la réunification capitaliste. De son côté, le PDS (Parti du socialisme démocratique, qui avait succédé à l'ex-parti dirigeant stalinien de RDA) et les restes de la soi-disant gauche implorèrent à genoux la réunification à « un pour un » (un mark de RDA pour un deutschemark



Alexanderplatz, Berlin, 21 mai – Plusieurs milliers de manifestants contre une provocation des « Republikaner » fascistes. Les spartakistes (ci-dessus) appellent à des actions ouvrières de front unique pour stopper les nazis.

ouest-allemand). Le SPD joua le rôle de dogues de Kohl quand Bonn vint porter l'estocade.

Après la réunification, nous, spartakistes, avons appelé les ouvriers à résister contre les destructions perpétrées par le Quatrième Reich. Pendant ce temps, les conseils d'usines dirigés par le SPD étrangeaient les luttes ouvrières et « codéterminaient » les fermetures d'usines en Allemagne de l'Est. Dès le début, le SpAD a combattu la perfide chasse aux sorcières menée par le SPD, en la dénonçant comme un instrument du pouvoir pour paralyser et diviser les travailleurs. Nous avons exigé : « *Bas les pattes devant Markus Wolf* [le chef des services de renseignements de RDA], *Erich Honecker* [le chef de l'Etat est-allemand] et *Erich Mielke* [le ministre de la Sécurité d'Etat de RDA] ! » Nous n'avons jamais cessé de nous battre pour la lutte de classe en commun des ouvriers de l'Est et de l'Ouest.

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Une campagne pour affaiblir la classe ouvrière en la divisant par nationalités est menée par un front populaire raciste contre les immigrés, qui va de la CDU au SPD, aux Verts et au PDS. D'abord, ils s'en prennent aux plus vulnérables – ceux qui sont arrivés tout récemment, les demandeurs d'asile. Avec sa politique raciste et son carnage économique, Bonn encourage sciemment les terroristes nazis/skinheads. Comme l'ont montré les élections dans les *Länder* du Schleswig-Holstein et du Bade-Württemberg, les fascistes sont jusqu'ici les principaux bénéficiaires de la chasse à l'homme raciste du gouvernement. Dans ces régions, des dizaines de milliers d'électeurs ont voté pour les fascistes – dont un nombre disproportionné d'anciens électeurs du SPD, poussés par la politique raciste de la CDU/CSU et du SPD. A leur tour, la CDU et le SPD utilisent les succès électoraux des fascistes pour intensifier encore leurs attaques contre les immigrés.

Pour mobiliser la puissance du mouvement ouvrier organisé, il est crucial de défendre tous les immigrés. Une attaque contre un est une attaque contre tous. L'unité de classe est vitale pour les luttes ouvrières. Parmi nos frères et nos sœurs nés à l'étranger et privés de droit de cité figurent beaucoup des meilleurs combattants de la cause prolétarienne.

Il faut mobiliser la puissance ouvrière/immigrée pour stopper la terreur nazie

Le 9 mai, les « *Nationalen* » fascistes avaient annoncé qu'ils se rassembleraient avec l'admirateur de Hitler David Irving dans la ville de garnison soviétique de Berlin-Karlshorst – devant le musée qui commémore la libération de l'Europe du cauchemar du fascisme par l'Armée rouge, ce même jour de mai 1945. Le SpAD est intervenu dans les manifestations du Premier Mai, dans les grèves des services publics et dans plusieurs usines clés de la métallurgie, pour appeler à une mobilisation ouvrière/immigrée. Beaucoup parmi les ouvriers étaient d'avis qu'il fallait stopper cette sinistre provocation. Pourtant, le PDS et la coalition Verts/Bündnis 90, de concert avec le SPD et Heinz Galinski (responsable de la communauté juive de Berlin), se sont adressés au sénat berlinois pour qu'il interdise ce rassemblement fasciste et ils ont lancé une violente campagne pour dénoncer les antifascistes comme des fauteurs de violence. Sous l'impact de la grève de l'ÖTV et la pression de la base, et après que l'interdiction eut été confirmée, la DGB et le SPD appelèrent à la dernière minute à la contre-manifestation. Cette nuit-là, 60 skinheads ont attaqué à coups de batte de base-ball, de matraque et de barre de fer un café de gauche à Magdebourg, envoyant à l'hôpital huit personnes dont une est morte, un jeune



ouvrier du nom de Torsten Lamprecht. C'est par le meurtre que les fascistes ont répondu au front populaire antiouvrier de la « non-violence ». Le 9 mai, à Magdebourg, les forces de police présentes devant le café sont restées sans bouger pendant l'attaque des fascistes, malgré les voisins qui les pressaient d'intervenir. Le 24 avril, à Berlin-Marzahn, un jeune Vietnamien, Nguyen Van Tu, a été poignardé mortellement en plein jour par des skinheads; le conseil municipal de Marzahn, dirigé par le SPD, gère un « club de la jeunesse » fréquenté par les nazis/skinheads. Le gouvernement envoie sa police truffée de fascistes contre les manifestants antifascistes. Le 1^{er} mai, à Berlin, des milliers de flics et de gardes-frontières fédéraux étaient mobilisés d'abord pour protéger des nazis/skinheads, ensuite pour dévaster le quartier immigré de Kreuzberg. Fait obscène, le soi-disant « syndicat » des flics avait un stand officiel au rassemblement de la DGB, quelques heures auparavant (ses représentants étaient extrêmement mé-



A gauche, le monument élevé par les nazis à deux flics, connus pour leur férocité antiouvrière et qui ont été tués en 1931. C'est pour ce « crime » et sur la base de « témoignages » obtenus dans cette affaire sous la torture par la Gestapo que le Quatrième Reich persécute aujourd'hui l'ancien chef de la Stasi Erich Mielke, 84 ans. A droite, perquisition au siège du PDS à Berlin.

paradis de la paix de classe et des bas salaires, et comme pivot pour son offensive vers l'Est.

Dans un monde où l'escalade des rivalités interimpérialistes fait réapparaître des alignements de grandes puissances qui rappellent les années qui avaient précédé la Première Guerre mondiale, l'impérialisme allemand réunifié tâte une nouvelle fois le terrain un peu partout, pour savoir jusqu'où il peut aller. Il veut une nouvelle fois être le maître des Balkans et arme l'armée turque jusqu'aux dents. Au cours d'une réunion d'officiers qui s'est tenue récemment à Leipzig en présence de Kohl et du nouveau ministre de la Guerre, le « faucon » de la CDU Volker Rühle, l'inspecteur général de la Bundeswehr Klaus Naumann a déclaré que l'entraînement des soldats allemands allait maintenant être « dur, exigeant et similaire aux situations du combat » en vue d'actions à l'extérieur de l'Allemagne. Et aujourd'hui l'Allemagne envoie des troupes au Cambodge, où les impérialistes préparent une nouvelle boucherie.

Bonn a été « une Allemagne européenne », paraphrasant la célèbre formule de Thomas Mann. La république fédérale cherchait à trouver sa place en tant que partenaire subalterne de l'alliance impérialiste antisoviétique dirigée par les Etats-Unis. Dans une déclaration de notre tendance internationale publiée en juin 1982, quand Reagan était venu en Europe pour faire serrer les rangs à ses alliés de l'OTAN, nous écrivions : « *L'Allemagne de l'Ouest, qui était il n'y a pas si longtemps l'allié le plus loyal de Washington dans l'OTAN, est aujourd'hui le plus enclin à la détente. Mais il y a derrière l'image ("épris de paix") de l'Ostpolitik de Brandt et Schmidt, un puissant désir de revenir sur les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale et de recréer une Allemagne capitaliste unifiée en tant que puissance dominante en Europe* » (supplément au *Bolchévik* n° 33).

Aujourd'hui, ceux qui sont au pouvoir à Bonn veulent une « Europe allemande », pour l'instant pas avec des panzers mais au moyen du *deutschemark*. Cependant, ils sont encore trop faibles pour l'imposer. En dépit des protestations des autres pays du Marché commun, les Allemands dictent les taux d'intérêt en Europe, et ils essaient même à l'occasion d'envoyer bouler les Américains. Mais la classe ouvrière allemande est toujours un formidable obstacle à leurs projets. Le SPD est sur les rangs pour le poste de chancelier, avec des propositions de tables rondes, des rumeurs de « grande coalition » et des menaces contre les immigrés et les travailleurs.

Rompez avec la social-démocratie !

Le 1^{er} mai, le dirigeant de l'IG Metall, Steinkühler, se demandait « *si les sociaux-provocateurs vont réussir à affaiblir de façon drastique les syndicats, après que le système rival s'est effondré* ». Il est significatif que Steinkühler soit obligé d'évoquer, à sa manière, la « question russe ». Etant donné que c'est l'Union soviétique qui avait écrasé le fascisme hitlérien – une victoire qui amena les économies planifiées des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est –, le capital d'Europe de l'Ouest s'est vu dans l'obligation de se faire le champion de l'« Etat providence ». Après la Deuxième Guerre mondiale, dans les zones occupées par les vainqueurs impérialistes, le capitalisme fut rétabli comme rempart contre le « bolchévisme » soviétique – avec l'aide inestimable des politiciens et des bureaucrates syndicaux du SPD. Ludwig Erhard proclama l'« économie sociale de marché » capitaliste, édifiée sur l'écrasement de luttes révolutionnaires de masse.

Dans la situation pré-révolutionnaire de l'après-guerre, la classe ouvrière, dans les zones d'occupation occidentales comme à l'Est, engagea des luttes de masse pour empêcher la restauration du régime capitaliste, exigeant la socialisation de l'industrie de base. Mais les sociaux-démocrates, financés par les Améri-



Berlin, 25 septembre 1991 – Les spartakistes manifestent en défense de l'ex-chef des services de renseignements est-allemands Markus Wolf devant l'ancien immeuble de la Haute cour militaire nazie.

contents de notre pancarte « *Flics hors de la DGB* »). Mais les flics, comme la Bundeswehr, sont le poing armé de l'Etat des patrons.

Stopper la terreur fasciste représente une extension nécessaire de la lutte de classe – les piquets de grève sont l'embryon de la milice ouvrière. Les spartakistes disent : il faut mobiliser les ouvriers pour stopper les nazis !

Kohl, l'homme qui voulait être Kaiser, sur un trône branlant

Vu la fragilité de son régime, la formule de Kohl, « *Je ne suis pas Willy Brandt* », est la blague de l'année. La *Treuhandanstalt* (l'organisme d'Etat chargé de démanteler l'économie de la RDA) a changé trois fois de directeur (pas toujours de son propre chef) et sa politique de « terre brûlée » a été stoppée par la bourgeoisie elle-même. Celle-ci a besoin de l'Allemagne de l'Est comme

Les appétits des maîtres du Quatrième Reich, aujourd'hui comme hier, sont tournés au-delà des frontières orientales. En finançant la contre-révolution d'Elt-sine pour détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, ils comptent bien mettre eux-mêmes la main sur les morceaux de choix du festin de l'Europe de l'Est. Mais pour le « nouvel ordre mondial », ils ont maintenant besoin d'une nouvelle politique étrangère – laquelle, vu le prix à payer, ne va pas être facile à orchestrer, à l'Est pas plus qu'à l'Ouest. Les fruits de l'Ostpolitik (la « politique à l'Est » de l'Allemagne, inaugurée par Willy Brandt) du SPD et de Genscher, ce sont des difficultés économiques croissantes en Allemagne même et de sanglantes guerres civiles ailleurs. Avec son flair infailible pour les changements de climat politique, le Machiavel Genscher a quitté le navire juste avant la grève des services publics.

Depuis des décennies, la devise de

Suite page 14

La banqueroute du stalinisme mène à de nouvelles guerres des Balkans



La guerre civile fratricide en Yougoslavie : à gauche, des réfugiés dans les ruines de Vukovar ; à droite, affrontements entre milices à Sarajevo.

Der Spiegel

Danilo Krstanovic/Reuters

Europe de l'Est: nationalisme et contre-révolution

La première partie de cet article, traduit du journal de nos camarades américains de la Spartacist League, a été publiée dans le Bolchévik n°118 (avril-mai 1992). La deuxième partie, reproduite ci-dessous, a été écrite à la fin du mois de mars, avant que la guerre civile gagne la Bosnie-Herzégovine. Ce dernier développement en date de la guerre civile fratricide qui déchire la Yougoslavie n'altère cependant en rien la pertinence et l'actualité de l'analyse et des conclusions politiques de cet article. De même, face aux récents événements sanglants de Sarajevo, nous réitérons avec force notre exigence de retrait immédiat du corps expéditionnaire impérialiste actuellement déployé en Yougoslavie sous le drapeau de l'ONU (voir notre article « Troupes françaises, troupes de l'ONU hors de Yougoslavie ! », le Bolchévik n°117, mars).

Deuxième partie

Dans la partie nord de l'Europe de l'Est, le nationalisme antisoviétique a constitué la force motrice principale de la contre-révolution capitaliste. La bureaucratie stalinienne y a été totalement jetée bas, et ses débris sont la cible d'une « purge anti-rouges ». En Tchécoslovaquie, en Hongrie et dans le Quatrième Reich allemand, les anciens responsables communistes sont persécutés par les régimes contre-révolutionnaires victorieux. Les ex-staliniens de ces pays et aussi de Pologne se sont transformés en sociaux-démocrates avec la ferveur du nouveau converti, et ils essaient d'agir comme une opposition loyale dans le cadre de l'ordre bourgeois qui se reconstitue.

Par contre, dans les pays des Balkans, les bureaucraties stalinienne ont tout d'abord essayé de sauver leurs régimes en se drapant dans les couleurs de la social-démocratie occidentale. Mais devant la

montée du flot contre-révolutionnaire, y compris en Union soviétique, les staliniens banqueroutiers des Balkans, qui ne voient plus d'autre alternative, cherchent à faire du surf sur la vague en se mettant eux-mêmes à la tête des forces nationalistes réactionnaires. Des apparatchiks de premier plan des régimes d'hier, comme Iliescu ou Milosevic, s'efforcent aujourd'hui de construire respectivement une « Grande Roumanie » et une « Grande Serbie ». En Bulgarie, le parti ex-stalinien reste une force d'opposition puissante, qui exploite le chauvinisme antiture. En Albanie, les héritiers staliniens « réformateurs » d'Enver Hodja, arrivés au bout du rouleau, viennent d'être éjectés par des anticommunistes de choc.

Pourquoi la contre-révolution capitaliste a-t-elle suivi dans les Balkans un cours différent du reste de l'Europe de l'Est ?

L'Allemagne divisée était le front militaire et politique de la Guerre froide entre l'impérialisme occidental et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Aussi longtemps que les dirigeants du Kremlin restaient attachés à la perspective de préserver les fruits de la victoire remportée par l'Armée rouge sur la Wehrmacht nazie - victoire qui avait coûté la vie à vingt millions de Soviétiques - le contrôle de l'Allemagne de l'Est, et par suite de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie était d'une importance stratégique vitale pour Moscou. Les Balkans étaient pour le Kremlin d'une moindre importance stratégique, et les régimes staliniens locaux pouvaient donc bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre. La politique proimpérialiste, ultranationaliste et complètement démentement du mégalomane Ceausescu en Roumanie aurait été inconcevable dans la

Pologne ou la Tchécoslovaquie des années 1970 et 1980. Les régimes staliniens des Balkans étaient nationalistes à un degré inconcevable pour leurs congénères de la partie nord du pacte de Varsovie, sous des formes cependant radicalement différentes.

La Yougoslavie de Tito avait été le pionnier du « communisme national » en rompant avec le Kremlin de Staline en 1948. Une telle rupture était possible parce qu'au contraire de ce qui s'était passé dans le reste de l'Europe de l'Est, les partisans du Parti communiste yougoslave avaient conquis le pouvoir grâce à leur combat héroïque contre les armées d'occupation allemande et italienne, les cléricaux-fascistes oustachis croates et les royalistes tchetniks serbes. La République socialiste fédérale de Yougoslavie avait été forgée au nom de « l'unité et la fraternité » de tous ses peuples.

En tant qu'idéologie unificatrice, le nationalisme pan-yougoslave de Tito ne devait cependant pas survivre à la disparition de la génération de la guerre de partisans. L'autre innovation de Tito, le « socialisme de marché », et l'orientation économique du pays vers l'Europe de l'Ouest capitaliste conduisirent à la dislocation de la bureaucratie yougoslave suivant des lignes de fracture nationales, en particulier entre les républiques plus riches de Slovénie et de Croatie et le sud moins développé. Cette dislocation nationaliste a abouti à la destruction de la Yougoslavie dans une guerre pour le contrôle des territoires entre la Serbie et la Croatie, où l'on estime à 10 000 le nombre de tués.

Alors qu'en Yougoslavie les partisans communistes de Tito avaient conquis un soutien et une autorité immenses, le parti roumain était au début et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale le plus petit

et le plus faible de tous les partis staliniens d'Europe de l'Est. En 1944, il comptait seulement un millier de militants. Les staliniens roumains recherchèrent par la suite une légitimité populaire en se faisant les champions du nationalisme roumain traditionnel, en particulier quand le contrôle exercé par Moscou sur ses alliés des Balkans s'assouplit.

A la fin des années 1960, le nouvel homme fort de Bucarest, Nicolae Ceausescu, s'enorgueillissait de l'« indépendance » en politique étrangère de la Roumanie, le seul pays du pacte de Varsovie à maintenir par exemple des relations diplomatiques amicales avec l'Etat sioniste d'Israël. A l'intérieur, *Il Conducator*, qui se faisait aussi appeler « le sauveur de la nation » et « le génie des Carpates », renforçait l'oppression de la communauté hongroise de Transylvanie, affamait et laissait geler la population pour rembourser la dette extérieure roumaine et interdisait l'avortement afin que le peuple roumain croisse et multiplie. Ce régime brutal et d'un totalitarisme grotesque était dans les années 1970-80 le chouchou du « monde libre » entre tous les gouvernements d'Europe de l'Est.

Tandis que les staliniens roumains avaient recours au nationalisme pour démontrer leur indépendance vis-à-vis de Moscou, les staliniens bulgares jouaient sur les sentiments prorusses et antitures de longue date de ce peuple slave des Balkans. Il est symbolique que le régime communiste n'ait jamais retiré du centre de Sofia la statue du tsar Alexandre II. L'appartenance au pacte de Varsovie contre l'OTAN était présentée comme le prolongement de l'alliance traditionnelle de la Bulgarie avec la Russie contre la Turquie.

Au milieu des années 1980, avec

L'affaiblissement de l'autorité du Kremlin, le régime Jivkov chercha à renforcer sa crédibilité nationaliste par une campagne de « bulgarisation » forcée du million et demi de Bulgares d'origine turque de ce pays, dont plusieurs centaines de milliers furent chassés de chez eux et expulsés vers la Turquie. En juillet 1989, le Partisan Defense Committee, organisation de défense légale liée à la Spartacist League/US, avait envoyé au gouvernement bulgare une lettre de protestation contre le traitement atroce qui était réservé à la minorité nationale turque : « Les bolchéviques avaient gagné la confiance des nationalités turcophones d'Asie centrale en démontrant dans la pratique la supériorité du système soviétique, tout en respectant les différences culturelles des nombreuses nationalités qui subissaient une oppression brutale dans la prison des peuples tsariste [...]. Vous foulez aux pieds cette tradition en expulsant des milliers de personnes et en les livrant au gouvernement réactionnaire d'Ozal [...]. Des décennies de trahisons stalinienne ont mis en péril la défense de la Bulgarie et de tous les Etats ouvriers déformés face à la contre-révolution capitaliste » (*Workers Vanguard* n°481, 7 juillet 1989). Quelques mois plus tard, Jivkov était renversé par un coup d'Etat de palais qui devait effectivement ouvrir la voie à la contre-révolution.

Le stalinisme dans les Balkans, dans sa dégénérescence finale, a fait cause commune avec les forces nationalistes les plus réactionnaires – et même avec des fascistes déclarés. De ce fait, la lutte politique contre le nationalisme stalinien, pour le retour à l'internationalisme prolétarien de Lénine et Trotsky, jouera un rôle central pour vaincre la contre-révolution capitaliste dans les Balkans et pour prévenir de sanglants conflits intercommunautaires, de la Moldavie à la Macédoine.

Le dos au mur, Iliescu défend une « Grande Roumanie »

La nature totalitaire du régime Ceausescu n'a pas permis l'émergence en Roumanie d'une opposition pro-occidentale et anticommuniste comme il en existait dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Une coterie de bureaucrates de Bucarest mis sur la touche, à laquelle appartenaient Ion Iliescu et Silviu Brucan, conspiraient depuis un certain temps, et quand la population se souleva contre le despote hâï en décembre 1989, ils s'engouffrèrent dans la brèche, de mêche avec l'état-major de l'armée. Ceausescu et sa femme furent promptement et secrètement exécutés, le Parti communiste interdit et un nouveau Front de salut national proclamé comme étant l'incarnation de la « révolution » victorieuse.

L'ancienne bureaucratie stalinienne constituait l'épine dorsale du nouveau Front. Mais Iliescu et Cie, sentant que des vents puissants soufflaient de l'Ouest, affirmèrent leur intention de transformer la Roumanie en une économie de marché, mais avec « une composante sociale considérable ». Le Front de salut national se présentait néanmoins comme une alternative de gauche aux partis ouvertement contre-révolutionnaires qui ressuscitaient laborieusement de la Roumanie d'avant guerre, celle du roi Carol.

Succédant à la désolation économique créée par Ceausescu, l'amélioration du niveau de vie, associée aux promesses d'une transition sans douleur vers une économie de marché prodiguées par le Front de salut national, assurèrent à Iliescu et à ses acolytes une victoire écrasante dans les élections de mai 1990. Frustrées par ce résultat, des bandes réactionnaires – composées en grande partie d'étudiants – provoquèrent à Bucarest des émeutes visant à renverser le gouvernement. Le président Iliescu fit alors appel aux mineurs de charbon du bassin de Jiu pour défendre la « démocratie ». Les mineurs répondirent à l'appel, se rendirent dans la capitale et balayèrent



Partisans communistes yougoslaves en mai 1944. La lutte antinazie de Tito, qui devait renverser le capitalisme, avait surmonté les conflits nationaux.

sans ménagement les hooligans petits-bourgeois réactionnaires. Les porte-parole de l'impérialisme occidental hurlèrent à la « terreur rouge » devant cette efficace démonstration de la force de la classe ouvrière, en soutien à un gouvernement composé d'ex-communistes.

Mais en fait, le Front de salut national flirtait aussi avec la terreur blanche, en particulier contre les minorités nationales et ethniques. Iliescu et Cie ont maintenu des relations avec le journal ultranationaliste *Romania Mare* (Grande Roumanie), publié par plusieurs apparatchiks notoires de l'époque Ceausescu. L'un d'eux, un certain Corneliu Vadim Tudor, a rédigé un éloge funèbre du dictateur déchu : « Tous les Roumains attendent votre retour, pour débarrasser le pays des voleurs [...]. Pour mettre les Tsiganes au travail, et pour soumettre les Hongrois à la discipline. » Le gouvernement du Front de salut national n'a rien fait pour s'opposer à une campagne d'agressions meurtrières contre une population tzigane qui est la plus importante d'Europe de l'Est, avec deux millions de personnes. Les porte-parole de la communauté tzigane affirment que leur situation est pire que sous Ceausescu.

Quoi qu'en disent les réactionnaires roumains et certains médias occidentaux pour qui Iliescu et Cie sont toujours en réalité des communistes, ceux-ci ont tenu leur promesse en mettant en œuvre des « réformes » économiques orientées vers le marché, en accord avec le cartel des banquiers internationaux qu'est le FMI. Durant l'année 1990, la production industrielle a chuté de plus de 30%, à mesure que les entreprises « non rentables » étaient fermées. La classe ouvrière roumaine – qui à l'occasion a défié même Ceausescu – a résisté du mieux qu'elle a pu en l'absence d'une direction révolutionnaire. Rien que pendant les six premiers mois de 1990, 300 millions d'heures de travail ont été perdues du fait de grèves et d'actions de protestation ouvrières. Ces mobilisations ont obligé le gouvernement à augmenter les salaires nominaux, alors même que la production chutait brutalement, alimentant ainsi l'hyperinflation. Le soutien populaire au Front de salut national s'est effrité rapidement, tandis que la colère ouvrière atteignait un niveau explosif.

L'explosion eut lieu en septembre dernier, quand les mineurs du bassin de Jiu, avec à leur tête des stalinien ancienne manière, descendirent une nouvelle fois sur Bucarest, cette fois non pour défendre le Front de salut national mais pour demander la démission de ses dirigeants. Iliescu sacrifia son premier ministre, Petre Roman, son rival au sein du Front, considéré comme particulièrement responsable de la misère provoquée par le « libre marché ». Bien que les mineurs soient rentrés chez eux après qu'on leur eut promis un changement

allant dans le bon sens, leur manifestation dans la capitale a porté un coup sérieux à l'autorité d'Iliescu. Confronté sur tous les fronts à une opposition grandissante, celui-ci a tenté de prendre lui-même la tête du mouvement pour une Grande Roumanie, en prônant l'unification avec la république soviétique « indépendante » de Moldavie, et en exigeant la « rétrocession » de territoires qui font partie de l'Ukraine depuis un demi-siècle.

L'arène moldave

En 1812, la Moldavie orientale, qui était auparavant sous domination ottomane, fut annexée par la Russie tsariste. Après la Première Guerre mondiale, les impérialistes occidentaux victorieux patronnèrent la création d'une Grande Roumanie en adjoignant à son territoire la Transylvanie, qui faisait partie de la Hongrie, et la Moldavie orientale, que l'Etat ouvrier soviétique nouveau-né avait été obligé de céder aux termes du traité de Brest-Litovsk. Vingt ans plus tard, une



Tom Haley/SIPA

Manifestation de mineurs en soutien au FSN, début 1990 à Bucarest. En juin 1990, ils balayaient l'extrême droite des rues de la capitale. En septembre 1991, ils étaient de retour pour protester contre les « réformes de marché » du gouvernement.

clause du Pacte Staline-Hitler de 1939 donnait la Moldavie à l'URSS. La Roumanie récupéra cependant ce territoire en 1941, quand le général Antonescu s'engagea aux côtés de Hitler dans l'opération Barbarossa. La population russe de Moldavie conserve aujourd'hui encore de terribles souvenirs des souffrances que lui infligèrent alors les occupants fascistes roumains.

Quand l'Armée rouge eut vaincu la Wehrmacht nazie et ses chacals, la Moldavie fut intégrée à l'URSS et devint une république soviétique. Il n'y eut aucune tentative de russification forcée (contrairement à ce qui s'était passé en Ukraine sous Staline), la langue et la culture prédominantes demeurèrent roumaines. Avec le temps, la composition ethnique

de la République socialiste soviétique de Moldavie devint de plus en plus mêlée. Aujourd'hui, 65% de la population est d'origine roumaine. Russes et Ukrainiens, en nombre à peu près égal, forment la plus grande partie de ce qui reste. Il y a aussi une petite communauté de Turcs chrétiens, les Gagaouzes. Comme partout ailleurs en Europe de l'Est, les nationalités ne sont aucunement concentrées de façon tranchée dans des régions distinctes. Ainsi, la moitié seulement de la population de Kichinev, la capitale moldave, est de souche roumaine.

Avec l'affaiblissement de la bureaucratie du Kremlin sous Gorbatchev, en 1990 des nationalistes anticommunistes s'emparèrent du pouvoir dans la république moldave. Ils proclamèrent l'indépendance vis-à-vis de l'URSS, et que l'unité avec la Roumanie était leur but ultime. Sur ces entrefaites, les Russes et les Ukrainiens de l'est de la Moldavie firent sécession et constituèrent une République socialiste soviétique de Transnistrie, avec dans la « capitale », Tiraspol, une immense statue de Lénine. Les Turcs gagaouzes formèrent eux aussi leur propre république soviétique. Les affrontements sporadiques entre le régime nationaliste moldave et les communautés slave et turque rebelles se sont multipliés depuis août dernier, quand le contre-coup d'Etat d'Eltsine a fracturé l'Etat soviétique.

En décembre dernier, le président roumain Iliescu déclarait que l'unification avec la Moldavie – comprenant tous ses territoires historiques – était inévitable. Pour ajouter une note insolite au tableau, les dirigeants de la « république de Transnistrie » ont appelé à l'aide les descendants des fameux guerriers tsaristes qu'étaient les Cosaques du Don. L'ataman néo-cosaque Iouri Grigoriev répondit à l'appel, en proclamant que « si la vie de Slaves est menacée où que ce soit sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, naturellement nous devons y aller et les protéger ». La présence de ces nouveaux Cosaques, avec leurs impressionnantes moustaches et leurs pantalons à rayures rouges, peut donner au conflit en

Moldavie un aspect d'opérette. Mais la situation est tout sauf comique. Tous les protagonistes font tout leur possible pour provoquer l'intervention de leurs grands frères de l'autre côté de la frontière. La cause moldave peut bien être le terrain où s'embraseront des nationalismes roumain, russe et ukrainien en pleine résurgence.

Bulgarie : désastre économique et hystérie antiturque

Todor Jivkov avait un jour écrit à Nikita Khrouchtchev pour lui suggérer que la Bulgarie soit progressivement intégrée à l'Union soviétique. Son pays

Europe de l'Est...

Suite de la page 9

est allé aussi loin qu'il pouvait le faire sans devenir une république soviétique. L'économie bulgare était intégrée aux plans quinquennaux soviétiques d'une manière qui bénéficiait manifestement à ce pays balkanique relativement arriéré. « Notre industrie informatique a été délibérément créée pour le marché soviétique », expliquait ainsi l'année dernière le directeur d'un institut de recherche de Sofia. « A l'intérieur du Comecon, nous étions une grande puissance. Pendant 15 ans, la guerre froide a été une bonne chose pour nous » (*Wall Street Journal*, 30 avril 1991). La guerre froide garantissait aussi que la puissante armée soviétique protégerait la Bulgarie, membre du pacte de Varsovie, contre son ennemi traditionnel, la Turquie, devenue le flanc est de l'OTAN.

Au milieu des années 1980, ce régime, qui était le plus stable des régimes stalinien d'Europe de l'Est – dans une situation de stagnation économique –, commença à se comporter d'une façon aberrante et autodestructrice, à la manière de la Roumanie de Ceausescu. Au nom d'un « processus de renaissance », une campagne d'assimilation forcée fut lancée contre la minorité turque. Il fut ordonné aux Turcs de « bulgariser » leur nom; leurs écoles, journaux et même leurs mosquées furent fermés. En 1989, quand les communautés turques organisèrent des manifestations massives contre cette oppression nationale, 300 000 Turcs furent contraints de fuir leur pays natal pour la Turquie.

Quelques mois plus tard, ce fut la chute des régimes stalinien durs pro-Moscou de RDA et de Tchécoslovaquie. Les stalinien bulgares pouvaient voir ce qui les attendait, écrit en lettres de feu. En novembre 1989, Jivkov fut chassé du pouvoir par un certain nombre de ses collègues « réformateurs ». Ceux-ci rebaptisèrent le Parti communiste Parti socialiste, et déclarèrent que leur objectif était de transformer la Bulgarie en une « économie de marché » à l'occidentale. Comme en Roumanie, les ex-stalinien gagnèrent des élections parlementaires libres, au printemps 1990, en promettant de défendre les intérêts des travailleurs pendant la période de transition vers une économie de marché. Et comme en Roumanie, juste après les élections le gouvernement du Parti socialiste bulgare (PSB) appliqua un programme d'austérité conçu par le FMI. En 1990, la production nationale avait diminué de 13 %. Profitant du mécontentement et des désillusions populaires, l'opposition de droite regroupée dans une coalition appelée Union des forces démocratiques (UFD) organisa des grèves et des actions de protestations.

Fin 1990, obéissant aux injonctions des créanciers occidentaux de la Bulgarie, les



Der Spiegel

Janvier 1990 – Des chauvins bulgares manifestent pour réclamer l'expulsion des Turcs.

socialistes anciennement stalinien et les anticommunistes de l'UFD constituèrent un gouvernement de coalition basé sur le plongeon dans la misère du « libre marché ». Le nouveau ministre des Finances annonça un nouveau programme d'austérité, cette fois-ci « vraiment sévère ». Ce fut le cas. L'année dernière, la production nationale bulgare a fait une incroyable chute de 20 % ! L'alliance instable entre ex-communistes et anticommunistes n'y résista pas, et le Parti socialiste et l'UFD s'affrontèrent au mois d'octobre dans de nouvelles élections parlementaires. Ironie du sort, ces élections produisirent une situation de blocage où le parti turc, le Mouvement pour les droits et la liberté (MDL), pouvait faire pencher la majorité d'un côté ou de l'autre.

Après le limogeage de Jivkov, le nouveau régime du Parti socialiste rendit à la minorité turque les droits qui étaient les siens avant la campagne de « bulgarisation ». Suite à cette décision, 100 000 Turcs rentrèrent en Bulgarie, pensant que la vie y serait maintenant plus facile pour eux. Mais le Parti socialiste continua à exploiter le chauvinisme antiturc, d'une façon toutefois plus « civilisée ». La tentative d'introduire le turc dans les écoles se heurta à des manifestations violentes et à des boycotts de la part des chauvins bulgares, très souvent organisés par d'anciens stalinien. Au printemps 1991, le gouvernement Parti socialiste-UFD « repoussa à une date ultérieure » la possibilité pour les enfants turcs d'être scolarisés dans leur langue. Le Parti socialiste parla également d'interdire le MDL, sur la base qu'il contrevenait à une disposition de la constitution interdisant les partis formés sur une base ethnique !

Après les élections du mois d'octobre, les dirigeants turcs ont offert leur soutien à l'UFD (qui représentait de leur point de vue le moindre mal) en échange de portefeuilles ministériels. Les réaction-

naires bulgares, comme on pouvait s'y attendre, rejetèrent cette proposition, mais les nationalistes petits-bourgeois turcs soutinrent malgré cela la formation d'un gouvernement UFD. Depuis lors, le Parti socialiste a abandonné toute prétention à représenter les intérêts de la classe ouvrière, et accuse au contraire le gouvernement ardemment procopitaliste de se comporter comme un instrument des visées de la Turquie sur la Bulgarie. Rumen Volidecharov, orateur de choc du PSB, glapit que c'est « seulement une question de temps avant qu'ils [les Turcs] proclament leur indépendance, comme en Yougoslavie ». Dans les élections présidentielles de janvier dernier, le candidat du Parti socialiste traitait son adversaire de l'UFD de « Turc avec un fez dans le cœur » (*Independent* de Londres, 20 janvier).

Après cinq siècles de domination ottomane, et avec de l'autre côté de la frontière la puissance militaire turque, il est facile aux démagogues d'exploiter la crainte d'une domination turque au sein de la population bulgare. Les attaques chauvines contre les droits démocratiques et nationaux de la communauté turque de Bulgarie constituent cependant le plus sûr moyen de provoquer une guerre avec la Turquie.

Tandis que les ex-stalinien encouragent le chauvinisme antiturc, la campagne du gouvernement de droite pour restaurer le capitalisme se heurte à la résistance de la classe ouvrière. Vingt mille mineurs de charbon, d'uranium et de zinc sont actuellement en grève pour protester contre les intentions du régime de fermer les mines « non rentables ». Ceci est particulièrement significatif, car le syndicat des mineurs soutenait auparavant les anticommunistes de l'UFD. Pour arrêter et repousser la marche vers le capitalisme, les ouvriers bulgares doivent retourner aux traditions d'internationalisme révolutionnaire des « socialistes étroits » (Tesnyaki), qui furent parmi les fondateurs de l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky.

L'histoire tragique de la Yougoslavie de Tito

Pendant les années 1950 et le début des années 1960, la « voie yougoslave vers le socialisme » exerçait un attrait considérable sur la gauche occidentale. La République socialiste fédérale de Yougoslavie – née de la lutte héroïque des partisans communistes contre les occupants fascistes allemands et italiens et leurs alliés balkaniques – s'affirmait pour une indépendance nationale véritable et pour l'« autogestion ouvrière ». Il semblait en outre que le régime de Tito avait réussi à surmonter les antagonismes sanglants et séculaires des Balkans. Tito, né d'un père croate et d'une mère slovène, avait commandé une armée de partisans composée en grande partie de Serbes et de Monténégrins. Ses principaux lieutenants étaient le Serbe Alexander Rankovic et le Slovène Eduard Kardelj. Faisait aussi partie

de la direction communiste yougoslave de l'après-guerre le vieux mentor politique de Tito, le Juif séfarade Moshe Pijade.

Pourtant, ce que les titistes considéraient comme leur contribution inestimable à la « construction du socialisme » – des entreprises autogérées liées par le truchement du marché – contenait le germe fatal du nationalisme fratricide. La Yougoslavie est un pays marqué par d'extrêmes inégalités régionales et nationales. Les entreprises les plus efficaces, employant une main-d'œuvre qualifiée et une intelligentsia technique relativement importantes, étaient concentrées dans les républiques septentrionales de Slovénie et de Croatie, autrefois partie intégrante de l'empire des Habsbourg. Le sud yougoslave – Serbie méridionale, Macédoine, Monténégro, Kosovo peuplé d'Albanais – était relativement déshérité.

Au nom de l'« autogestion », les bureaucraties slovène et croate demandaient que les profits et les devises fortes gagnés par leurs entreprises restent dans leur république et ne soient pas redistribués par la bureaucratie de Belgrade (par quoi ils entendaient la bureaucratie serbe) dans le sud plus pauvre. Vladimir Bakaric, pendant une longue période patron du parti croate, était le principal partisan de la décentralisation économique. Tant qu'il était en vie, Tito avait joué un rôle considérable comme obstacle à la désintégration nationaliste. Au milieu des années 1960, il limogea le numéro deux du régime, Alexander Rankovic, qui avait construit un réseau d'influence serbe basé sur la police politique fédérale. Cinq ans plus tard, Tito purgeait les dirigeants nationalistes de la Ligue des communistes croate.

L'équilibrisme bonapartiste de Tito ne modifiait cependant pas la situation politique et économique qui engendrait la dislocation de la bureaucratie yougoslave suivant des lignes de fracture nationales. Après la mort de Tito, en 1980, cette dislocation s'accéléra considérablement, personnifiée par les principaux protagonistes de la guerre récente – le Croate Franjo Tudjman et le Serbe Slobodan Milosevic.

Tudjman était le plus jeune général de l'armée des partisans, et après la guerre il continua à servir dans l'armée yougoslave. Dans les années 1960, il se fit le porte-parole agressif des puissants courants nationalistes au sein de la bureaucratie croate. Il fut exclu de la Ligue des communistes, emprisonné à plusieurs reprises, et devint par la suite professeur d'histoire à l'université de Zagreb. Tudjman devint un apologiste notoire du régime génocidaire des oustachis, qu'il avait combattu dans sa jeunesse. Il acclame aujourd'hui ces cléricaux-fascistes bestiaux pour représenter « l'expression des aspirations historiques de la nation croate à son Etat indépendant. »

Milosevic, fils d'un prêtre orthodoxe serbe, a gravi tous les échelons de la bureaucratie en tant que technocrate économique, accédant au poste de directeur de la banque centrale de Belgrade. Au milieu des années 1980, ayant constaté que les puissants vents du nationalisme soufflaient dans toute la Yougoslavie, il prit le contrôle du Parti communiste serbe sur un programme de « Grande Serbie ». Il consolida son pouvoir par la répression contre la majorité albanaise du Kosovo – région qui avait été le cœur de la Serbie médiévale – et en foulant aux pieds l'autonomie régionale du Kosovo, garantie par la constitution de Tito en 1974.

A nouveau la guerre dans les Balkans

Les menées de Milosevic pour une Grande Serbie, qui déchiraient à belles dents les arrangements nationaux soigneusement équilibrés de Tito, enhardirent à leur tour les nationalistes croates. Quand, en 1990, des séparatistes anticommunistes arrivèrent au pouvoir en Croatie ainsi qu'en Slovénie, tout était en place



Tomasz Tomaszewski

Des néo-nazis polonais attaquent la manifestation du Premier Mai 1990 à Varsovie.

pour une nouvelle guerre des Balkans. L'installation d'un gouvernement dirigé par un apologiste bien connu des oustachis effraya naturellement l'importante communauté serbe de Croatie, qui prit les armes quand Tudjman envoya sa police et ses milices imposer leur autorité. La rébellion serbe fut toutefois rapidement contrôlée et manipulée par Milosevic, pour servir les intérêts de l'expansionnisme serbe. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les régions serbes de Croatie avaient été des bastions des partisans de Tito. Mais aujourd'hui, les milices serbes s'identifient aux tchetniks monarchistes, qui combattaient contre les communistes, souvent en collaboration avec les forces fascistes italiennes.

Quand la bureaucratie stalinienne civile yougoslave – dont la colonne vertébrale avait été la Ligue des communistes – se disloqua totalement suivant des lignes de fracture nationales en 1990, l'armée fédérale restait la seule institution pan-yougoslave dotée de quelque pouvoir. Bien que le corps des officiers ait toujours été à prédominance serbe, une politique établie voulait que toutes les nationalités yougoslaves soient représentées dans les grands commandements. Les sentiments titistes restaient relativement forts au sein du corps des officiers, et fin 1990 un certain nombre de généraux de premier plan faisaient circuler un document interne qui se prononçait pour la préservation de la Yougoslavie en tant que « société fédérale et socialiste ».

Cependant, avec l'escalade de la guerre en Croatie pendant l'été 1991, l'armée est devenue de plus en plus un instrument du nationalisme serbe, ce phénomène s'accompagnant d'un changement correspondant de sa composition ethnique. Les officiers non serbes ont démissionné ou ont été relevés de leur commandement. Les conscrits – non seulement les Slovénes et les Croates mais aussi les Macédoniens et les musulmans slaves de Bosnie – ont déserté en masse ou ont refusé d'être envoyés sur les champs de bataille de Croatie. En même temps, une grande partie des unités de l'armée qui se battent en Croatie sont formées de volontaires nationalistes serbes. L'effet de cette guerre fratricide sur l'armée est symbolisé par ce pilote serbe de l'armée de l'air dont la femme était croate. Quand on lui donna l'ordre d'aller bombarder la Croatie, sa femme menaçait de se jeter avec leur enfant par la fenêtre de leur appartement, situé au 14^e étage, s'il ne désertait pas. Sa mère déclara quant à elle qu'il ne pourrait jamais plus passer le seuil de sa maison s'il n'obéissait pas aux ordres.

En combattant les séparatistes croates ouvertement procapitalistes, l'armée fédérale défendait-elle l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé de Yougoslavie ? Non. L'armée fédérale disposait d'une puissance de feu suffisante pour raser Zagreb et renverser le régime fascisant de Tudjman, si le commandement militaire avait voulu préserver l'Etat yougoslave. Au lieu de cela, l'armée s'est subordonnée au programme de rapines territoriales de Milosevic, l'homme fort de la Serbie. Fin 1991, les unités de l'armée et les irréguliers serbes avaient conquis plus d'un tiers de la Croatie. Des dizaines de milliers de villageois croates ont été chassés de leur maison et de leur ferme, où se sont installés à leur place des réfugiés serbes. Et Milosevic est tout autant que Tudjman engagé à introduire le capitalisme.

La supériorité militaire du camp serbe a été en partie contrebalancée par le soutien accordé à la Croatie par les impérialistes occidentaux. Le Quatrième Reich nouvellement réuni a réaffirmé la politique allemande traditionnelle de protection des Croates et des Slovénes contre les Serbes. Le gouvernement Kohl a forcé la main à ses alliés du Marché commun pour qu'ils reconnaissent l'indépendance des régimes de Zagreb et de Ljubljana, et brandi la menace de sanctions économiques internationales contre

la Serbie. Diplomatiquement isolé, économiquement banqueroutier, avec une guerre de plus en plus impopulaire en Serbie même, Milosevic a accepté un cessez-le-feu négocié et contrôlé par les impérialistes. L'armée fédérale a accepté de se retirer du sud et de l'est de la Croatie, et les irréguliers serbes sont censés se retirer ou être désarmés. A leur place doit être déployée une force de « maintien de la paix » de l'ONU de 14 000 hommes, tandis que le statut futur des territoires disputés doit être négocié.

Il s'agit là d'un cessez-le-feu dans le sens littéral du terme – l'arrêt des tirs –, et jusqu'ici les tirs n'ont pas cessé. Dans tous les cas, le conflit nationaliste reste entièrement non résolu. Tudjman a juré que la « république de Croatie devra trouver les moyens de libérer chaque pouce de territoire de la Croatie occupée » (*Guardian* de Londres, 3 février). Le nouveau ministre de la Défense yougoslave, Bla-



28 juin 1914 –
L'archiduc
Ferdinand et sa
femme peu de
temps avant
leur assassinat,
qui fut le
détonateur de la
Première Guerre
mondiale.

goje Adzic – un nationaliste serbe enflammé dont toute la famille a été massacrée par les oustachis – a de son côté juré d'envoyer à nouveau ses troupes au combat si les forces croates essayaient de pénétrer dans les territoires disputés. La guerre serbo-croate peut se rallumer à tout moment.

Et ce n'est là qu'une guerre parmi toutes celles qui menacent les Balkans. La Bosnie – avec sa population qui mêle musulmans slaves, Serbes et Croates – possède toutes les conditions nécessaires pour devenir le Liban de l'Europe de l'Est, en particulier après le référendum qui a proclamé l'indépendance en mars dernier. Dans la partie la plus méridionale des Balkans, la question macédonienne est revenue sur le devant de la scène. La plupart des pays voisins ne reconnaissent pas les Macédoniens comme une nationalité distincte. Les Serbes les considèrent simplement comme des Serbes du sud. Les Bulgares affirment depuis longtemps que les Macédoniens sont des Bulgares qui ont été annexés par la Serbie après la deuxième

guerre des Balkans, en 1913. Et la Grèce déclare que les seuls Macédoniens sont les descendants de langue grecque du peuple d'Alexandre le Grand !

La Macédoine a maintenant proclamé elle aussi son indépendance. La Bulgarie a été le premier et jusqu'ici le seul pays à reconnaître le régime de Skopje, sans doute comme un premier pas vers une réunification espérée. La Grèce, de son côté, est en émoi à l'idée que la Macédoine puisse revendiquer des territoires dans le nord de la Grèce. Ajoutez à ce mélange déjà explosif les populations albanaises durement opprimées de Macédoine et du Kosovo voisin, sous domination serbe. C'est cette combinaison explosive de nationalismes locaux rivaux et d'appétits impérialistes qui produisit les guerres des Balkans de 1910-1913. Et l'année suivante, l'assassinat d'un archiduc autrichien par un nationaliste serbe fut l'étincelle qui déclencha la Première

Guerra mondiale impérialiste. L'écroulement des régimes staliniens en Europe de l'Est a produit non pas un « nouvel ordre mondial », mais un monde qui ressemble de plus en plus au désordre qui devait conduire à 1914.

Pour l'internationalisme révolutionnaire !

Le communisme authentique de Marx, Engels, Lénine et Trotsky est basé sur l'internationalisme prolétarien. La destruction de la Yougoslavie par des forces nationalistes rivales est une illustration de la banqueroute politique de la doctrine stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Il y avait là un régime stalinien qui jouissait initialement d'une autorité morale et d'un élan intérieur considérables. Quand Tito et ses camarades parlaient de « l'unité et la fraternité » des peuples de Yougoslavie, ils avaient le soutien confiant des travailleurs, depuis la Slovénie jusqu'à la Macédoine. Pourtant, l'unité et la fraternité forgées dans la lutte contre les occupants fascistes allemands et italiens ne pouvait pas être

préservée sur la base de la « construction du socialisme dans un seul pays », dans un seul pays balkanique relativement arriéré.

Nulle part ailleurs, le lien de cause à effet entre la pression de l'économie capitaliste mondiale et la montée du nationalisme contre-révolutionnaire n'est plus manifeste qu'en Yougoslavie. Le nationalisme croate a relevé la tête, à partir de la fin des années 1950, sur la question du contrôle des recettes en devises. Pendant les années 1960, la Yougoslavie exportait ses travailleurs sans emploi vers l'Europe de l'Ouest, en particulier l'Allemagne de l'Ouest. L'argent qu'ils envoyaient à leur famille était pour le pays une importante source de devises. La récession que connut le monde capitaliste en 1974-75 obligea les travailleurs yougoslaves à rentrer au pays, et le régime de Tito chercha alors à préserver l'économie en hypothéquant le pays auprès des banquiers de Wall Street et de Francfort. Dans toute l'Europe de l'Est, les programmes d'austérité des années 1980, dictés par le FMI, ont constitué la toile de fond économique de la désintégration des bureaucraties staliniennes et de la montée des forces contre-révolutionnaires.

Trotsky affirmait que le programme de la « construction du socialisme » dans un Etat ouvrier isolé, comme la Russie des soviets, devait conduire à un écroulement, du fait de l'impossibilité d'y élever le niveau de production au-dessus de celui de l'économie capitaliste mondiale qui l'entourait : « On ne peut pas abstraire le problème d'une société socialiste du problème des forces productives, lesquelles au stade actuel du développement humain sont par leur essence même mondiales. L'Etat séparé, devenu trop étroit pour le capitalisme, est d'autant moins capable de devenir le cadre d'une société socialiste achevée. L'arriération d'un pays révolutionnaire accroît en outre pour celui-ci le danger d'être rejeté en arrière vers le capitalisme. En rejetant la perspective d'un développement socialiste isolé, les bolchéviks avaient en vue non un problème d'intervention mécaniquement isolé, mais la totalité du complexe des questions liées à la base économique internationale du socialisme » (« Socialism in a Separate Country? », Appendix II, édition anglaise de *L'Histoire de la Révolution russe*, 1930).

Les bolchéviks réussirent à unifier les masses travailleuses multinationales de l'empire tsariste russe – en combattant et en terrassant les terroristes antisémites Cent-Noirs et les autres forces nationalistes réactionnaires – parce qu'ils avaient la perspective de la révolution socialiste mondiale. Aujourd'hui, il est désespérément nécessaire de construire de nouveaux partis bolchéviques (léninistes-trotskyistes) en Union soviétique et en Europe de l'Est, pour unir les travailleurs contre les boutefeux contre-révolutionnaires du nationalisme fratricide.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 548

Journées d'études de la Ligue trotskyste

Samedi 20 juin – 16 h à 20 h

Le mouvement ouvrier français et la lutte de libération nationale en Algérie

Dimanche 21 juin – 14 h à 18 h

La lutte de la TSI-LCI pour la renaissance de la Quatrième Internationale

LSC – 69 ter, rue de la Chapelle – 75018 Paris – Métro Porte de la Chapelle

Pour de plus amples renseignements, téléphoner à : PARIS 42 08 01 49 – ROUEN 35 73 74 47

Los Angeles...

Suite de la page 1

le verdict raciste et exigeaient une aide pour reconstruire les magasins incendiés.

Les émeutes de Los Angeles ont été les plus importantes du siècle aux Etats-Unis et ont connu la répression la plus sanglante. A ce jour, le bilan est de 58 morts, 2 383 blessés, 16 291 arrestations. On a moins parlé du fait que des centaines de flics de la police des frontières et d'agents du Service de l'immigration et des naturalisations (INS) ont organisé des rafles de travailleurs sans papiers pour les expulser. Un tiers à la moitié des personnes arrêtées sont des Latino-Américains. Plus de 2 000 « clandestins » ont été raflés et l'expulsion de 500 d'entre eux vers le Salvador, le Guatemala, le Honduras ou le Mexique aurait déjà été décidée.

La police de Los Angeles multiplie les perquisitions, à la recherche des marchandises pillées et de suspects. Les flics forcent les portes des habitations et emportent postes de télévision, habits, etc. Si les habitants ne protestent pas, c'est censé « prouver » que les objets en question avaient été volés ! Quant au bon millier de personnes qui sont encore derrière les barreaux, le gouverneur de Californie a signé le 5 mai un décret d'urgence qui prolonge la période de garde à vue de 48 heures à une semaine. Si un pays du tiers monde avait pris une mesure d'Etat policier aussi draconienne, il aurait été immédiatement dénoncé par Amnesty International. Mais cette mesure a été adoptée par l'assemblée de Californie sans aucune voix contre. Et elle est utilisée en toute illégalité à l'encontre de personnes déjà arrêtées.

L'administration Bush a maintenant annoncé la formation d'un commando judiciaire, composé d'agents fédéraux et californiens, chargé de poursuivre les personnes impliquées dans les émeutes. Cette unité visionne des bandes vidéo pour identifier des suspects. Les membres des organisations de gauche sont particulièrement visés. En particulier, la police du comté de Los Angeles essaie de faire porter la responsabilité des émeutes sur les maoïstes du Revolutionary Communist Party.

Un débat houleux a éclaté au sein de la classe dirigeante et dans les colonnes des journaux sur la réaction ou l'absence de réaction du Los Angeles Police Department (LAPD) pendant les premières heures qui ont suivi l'annonce du verdict. Les pompiers attendaient en vain une escorte de police, alors que les incendies faisaient rage et que des bataillons de flics étaient rassemblés devant le commissariat du sud de Los Angeles. A l'angle de Normandie Avenue et de Florence Avenue, premier endroit où les troubles avaient éclaté, ordre fut donné aux flics de se retirer. C'est là qu'un hélicoptère de la télévision filma pendant plus d'une heure le spectacle d'automobilistes blancs brutalement délogés de leur voiture, de brutes lumpens noires frappant et tabassant sauvagement le camionneur blanc Reginald Denny, gisant dans une mare de sang, qui fut finalement secouru par des habitants du quartier qui le conduisirent à l'hôpital.

La conclusion est sans conteste que les chefs de la police voulaient que l'émeute éclate, qu'ils ont délibérément laissé les incendies se propager et ont refusé d'intervenir tandis que les caméras filmaient. Leur objectif était de créer un climat d'hystérie parmi les Blancs, afin de justifier une répression meurtrière au nom du « rétablissement de l'ordre ». Bush, qui va chercher à se faire réélire en utilisant les émeutes de Los Angeles, veut maintenant exploiter l'image de l'horrible agression de Reginald Denny dans ses spots électoraux télévisés de 1992. Mais comme le fait remarquer le *Washington Post* du 11 mai, la grande majorité des morts sont des Noirs, tués dans des quartiers noirs ; beaucoup de Noirs ont été tués par les flics, mais aucun flic n'a été tué par des



Reuter

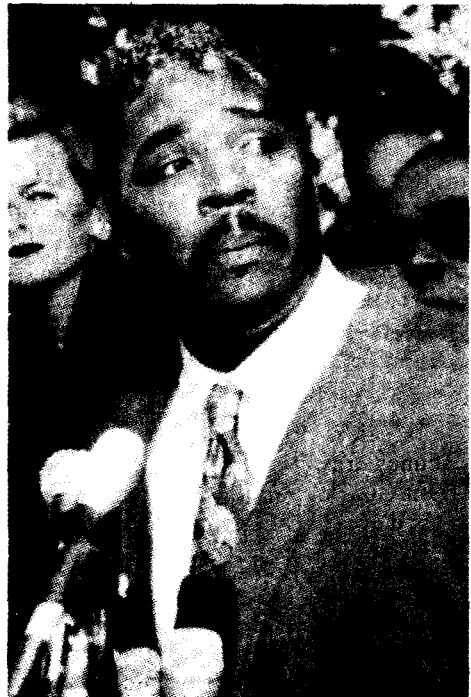


AFF

A gauche, rafle policière de suspects de « pillage » à Los Angeles. A droite, le chef de la police raciste de Los Angeles Daryl Gates aux côtés du maire Démocrate noir Tom Bradley. Les politiciens noirs Démocrates qui gouvernent la plupart des grandes villes sont aujourd'hui largement discrédités.

Noirs ; les violences interraciales du quartier coréen n'ont fait aucun mort, et aucun Coréen n'a été tué par des Noirs. « En outre, ajoute le *Washington Post*, les images vidéo qui montrent des Blancs sauvagement agressés par des groupes d'émeutiers n'ont pas grand-chose à voir avec la façon dont les gens sont vraiment morts. »

Les jeunes Noirs et Latino-Américains des quartiers pauvres de Los Angeles ont compris, à leur manière, qu'ils se révoltaient contre tout ce système raciste pourri. Cependant, il manque aux habitants plongés dans la misère des ghettos et des *barrios* la conscience de classe et la puissance sociale nécessaires pour passer de la révolte à la lutte pour le pouvoir d'Etat. Pour abattre ce système raciste, il faut un mouvement ouvrier multiracial combatif qui se fasse véritablement le champion de la cause des opprimés, avec



AP

Rodney King

une direction qui ne soit pas une bande de bureaucrates à l'affût des bonnes places, qui ne joue pas le rôle de police du capital dans les syndicats en entravant et en divisant les travailleurs, comme c'est actuellement le cas avec les traîtres qui composent les états-majors syndicaux.

« Une affaire de classe autant que de race »

Au cours de ce siècle, il y a eu aux Etats-Unis plusieurs vagues d'émeutes urbaines. Elles se sont toutes produites à des époques de grandes tensions sociales, mais ont eu des caractères politiques différents. Les émeutes raciales d'East St. Louis et de Chicago au lendemain de la Première Guerre mondiale étaient le résultat du retour des soldats blancs, lesquels chassèrent de l'industrie les Noirs qui y étaient entrés. Les soulèvements des ghettos de 1964-68 se sont produits dans le contexte du mouvement des droits civiques : les Noirs du Nord des Etats-Unis voulaient se battre pour

l'égalité, mais leur direction libérale ne leur offrait aucune perspective de lutte. La récente éruption de Los Angeles fait suite à plus de vingt années pendant lesquelles on a foulé aux pieds la classe ouvrière et les pauvres appartenant aux minorités, tandis que les possédants se vantaient dans leur opulence et proclamaient leur racisme ouvertement. L'explosion de rage après le verdict de l'affaire Rodney King a été un brutal retour de manivelle après la « décennie du lucre » des années 1980. Le magazine *Business Week* du 18 mai cite un homme d'affaires noir qui affirme que « ces émeutes sont une affaire de classe autant que de race ».

La première nuit, les journalistes présents n'en ont d'abord pas cru leurs yeux : les « émeutiers » n'étaient pas juste de jeunes Noirs, mais aussi des Hispaniques et même de jeunes gosses blancs des rues. Au début, les présentateurs de la télévision appelaient « hooligans » ceux qui participaient aux pillages. Mais il apparut rapidement que c'était le fait de toute une population, de familles entières. « Beaucoup de gens ont le sentiment qu'il s'agit de légitimes compensations, que c'est ce qui nous appartient déjà », expliquait quelqu'un qui se présentait comme un ex-membre d'une bande à propos des pillages. La semaine dernière, les pauvres du quartier South-Central sont venus récupérer leur dû. « Pillage ? Et le scandale des caisses d'épargne-logement ? », entendait-on partout. Mais la carambouille des caisses d'épargne-logement portait sur des centaines de milliards de dollars. Pour que les travailleurs et les pauvres des ghettos mettent la main sur les véritables richesses et le véritable pouvoir, nous devons exproprier les moyens de production et réclamer le produit de notre travail.

C'est une nouvelle génération de jeunes Noirs qui s'est révoltée à Los Angeles, ébranlant l'ordre de l'Amérique de Bush. Ces jeunes n'ont aucune raison d'être émus par les cérémonies de la journée Martin Luther King, ni d'être impressionnés par les acquis légaux du mouvement des droits civiques. Joe Hicks, responsable local de la Southern Christian Leadership Conference, l'organisation historique de Martin Luther King, note qu'« il y a un incroyable manque de respect pour les élus noirs. Ils sont considérés comme des symboles du système du pouvoir blanc. Ils sont impuissants et incapables de donner aux Noirs ce dont ils ont besoin. Ils ne jouissent d'absolument aucun respect. » Dans les rues, il y a beaucoup d'hostilité envers les « yuppies » noirs qui vivent dans des enclaves chics comme Ladera Heights. Et les mots « propriété noire » inscrits sur les rideaux de fer des boutiques n'ont pas empêché beaucoup de magasins de partir en fumée.

La colère après l'acquittement des flics tueurs qui ont tabassé Rodney King allait au-delà de la seule communauté noire. Pour la première fois à South-Central, les

bandes latino-américaines ont fait cause commune avec les « Crips » et les « Bloods » contre la police. De plus, nombre de jeunes Blancs ont eu la vie tellement dure ces dernières années qu'ils ont saisi, avec les Noirs et Latino-Américains pauvres, une occasion de forcer la porte de la société de consommation. A Seattle, devant les caméras de télévision, un jeune pillard blanc criait : « Ce n'est pas les Noirs contre les Blancs. Ce sont les riches contre les pauvres. Et nous sommes pauvres. »

Les jeunes Blancs qui, dans tout le pays, se sont joints aux Noirs, aux Hispaniques et aux Asiatiques dans les manifestations de protestation n'étaient pas juste les enfants des libéraux de la classe moyenne, ceux qui se souviennent que dans les années 1960 ils avaient participé aux manifestations pour les droits civiques. A Seattle, à San Francisco et ailleurs, il existe une couche de jeunes gamins blancs des rues qui, comme les Noirs et les Hispaniques, ne peuvent pas trouver un salaire qui leur permette de vivre. Le numéro de *Business Week* paru peu avant que Los Angeles ne s'embrace (27 avril) expliquait sans fioritures : « Qu'on ne s'y trompe pas : les perspectives actuelles de l'emploi sont bien sombres. » L'acquittement des flics et l'explosion de Los Angeles ont chauffé à blanc la colère d'une grande partie de la population, des gens qui se sentent opprimés, exploités, humiliés et dépossédés par ce système capitaliste raciste.

Les flics sont les nervis armés de la classe capitaliste

Des millions de gens ont pu voir à la télévision que Rodney King était une personne absolument décente et que la vraie question posée est de savoir qui va le protéger et nous protéger tous des flics. De même que son tabassage, filmé en vidéo, a montré la réalité quotidienne des brutalités policières aux Etats-Unis, le « procès » de flics tueurs a montré la routine du travail des tribunaux bourgeois. Les flics, les juges et les procureurs protègent leurs semblables : c'est là la loi suprême du système de la « justice » américaine. Ceux qui ont le pouvoir dans ce pays laissent les mains libres aux flics pour commettre leurs atrocités racistes et les protègent ensuite pour que justice ne soit pas rendue, parce que les policiers sont les chiens de garde qui « servent et protègent » leurs maîtres capitalistes. Bien sûr, les possédants et leurs politiciens stipendiés n'ont que mépris pour les Noirs et les Latino-Américains, et les considèrent comme une menace.

Le rôle fondamental de la police, dans cet Etat capitaliste comme dans tous les autres, est de défendre les intérêts de la propriété contre la classe ouvrière, contre les « esclaves salariés », comme disait Karl Marx. Les attaques de la police contre les piquets de grève, sa protection des jaunes – assistée par la couardise et la trahison des capitulards de la bureau-

cratie syndicale - ont joué un rôle clé dans les défaites de toutes les grandes grèves qu'a connues l'Amérique au cours des dix dernières années - les aiguilleurs du ciel de PATCO, Greyhound, Hormel, Eastern Airlines. Souvenons-nous des dirigeants de PATCO qu'on conduisait en prison, enchaînés, en 1981, comme jadis les esclaves noirs dans le Sud.

Le lien entre terreur policière raciste et terreur policière antiouvrière a été démontré de la façon la plus explicite à Los Angeles, où il y a deux ans le syndicat des *janitors* (personnel de nettoyage et de maintenance des immeubles) majoritairement latino-américains, a cherché à s'implanter à Century City, un luxueux complexe de gratte-ciel et de la haute finance. Une manifestation du syndicat a été attaquée par les flics, qui ont matraqué des manifestants sans défense assis par terre. Aucune poursuite, est-il besoin de le préciser, n'a été engagée contre les flics émeutiers. Les *janitors* ont cependant arraché la reconnaissance de leur syndicat, démontrant ainsi la puissance potentielle du mouvement ouvrier. Le 8 mai dernier, le Local 399 (union locale) du syndicat des *janitors* a organisé une manifestation de 200 à 300 personnes. Aux cris de « *Gates démission!* », les syndicalistes protestaient contre le fait que la police et les médias présentaient les «étrangers clandestins» comme des criminels.

Les flics paramilitaires du LAPD - avec leurs véhicules blindés, leurs chars porte-béliers, leurs hélicoptères, leurs commandos spéciaux - pensent qu'ils peuvent assassiner en toute impunité, et c'est ce qu'ils font, parce qu'ils n'ont jamais tâté de la puissance de la classe ouvrière. Los Angeles est une ville anti-syndicats, où la «liberté du travail» règne depuis 1910, année où deux organisateurs syndicaux, les frères McNamara, ont été les victimes d'une machination judiciaire, à la suite de l'explosion d'une bombe endommageant l'immeuble du *Los Angeles Times*. Néanmoins, ces dernières années, le taux de syndicalisation a progressé.

Il est grand temps que le mouvement ouvrier multiracial de Los Angeles apprenne au LAPD ce que veut dire le mot justice. Dans un communiqué publié le 30 avril, le Partisan Defense Committee, organisation de défense légale et sociale dont les objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League, déclarait que «les puissants syndicats de Los Angeles, comme les dockers, les ouvriers de l'industrie aéronautique et les employés municipaux doivent organiser des arrêts de travail et des mobilisations de masse pour exprimer leur solidarité avec la communauté noire et pour la défendre.» Dans les heures qui ont suivi l'acquiescement raciste, les syndicats auraient dû faire descendre leurs membres dans la rue, dans toute la région. Ce n'est pas «utopique». Les dockers de l'ILWU ont rassemblé autour d'eux des syndicats dans une «Coalition portuaire» qui ces dernières années a à plusieurs reprises complètement paralysé les installations portuaires vitales de la région de Los Angeles, y compris, en octobre 1990, pour protester contre l'in-

vasion du local syndical par les flics.

Dans la bonne vieille tradition des dirigeants stalinien et sociaux-démocrates de l'ILWU qui l'ont précédé, le nouveau président international David Arian a publié une déclaration dénonçant le verdict raciste et le «gouvernement contrôlé par le grand capital», mais qui se terminait par un appel au Département de la «justice» de George Bush pour qu'il engage des poursuites contre les flics pour violation des droits civiques! Notre



Workers Vanguard

D'un bout à l'autre des Etats-Unis, comme ici le 1^{er} mai à New York, des manifestants sont descendus dans la rue pour crier leur indignation après l'acquiescement des flics racistes qui ont tabassé Rodney King.

appel à une action ouvrière contre la terreur raciste des flics a été bien accueilli parmi les ouvriers, les jeunes et les minorités (plus de 27 000 exemplaires du supplément spécial de *Workers Vanguard* aussitôt publié ont été à ce jour distribués dans la région de San Francisco et Los Angeles). A la lumière des flammes qui ont embrasé le ciel de Los Angeles, on voit comme en plein jour qu'il faut chasser les directions procapitalistes des syndicats pour pouvoir mobiliser la puissance de la classe ouvrière en défense des opprimés.

Il est nécessaire de *bipolariser cette société sur la base de la lutte de classe*. C'est presque une banalité aujourd'hui de dire que ce qu'il faut ce sont des emplois, des soins médicaux décentes pour tous, des logements et une éducation de qualité. Mais la seule manière d'obtenir tout cela, c'est d'écraser le capitalisme et de construire une économie socialiste, basée sur la production pour la satisfaction des besoins humains, et non pour le profit.

Misère des ghettos et déclin du capitalisme américain

Avant la Deuxième Guerre mondiale, la majorité des Noirs étaient des paysans misérables dans le Sud rural. Au début des années 40, des millions de Noirs arrivèrent dans les villes du Nord pour travailler dans les industries de guerre en plein boom. Jusqu'au milieu des années 1960, la croissance de l'économie américaine était suffisamment rapide pour fournir un emploi à la plupart des Noirs qui émigraient vers les villes. Pendant cette période, le prolétariat industriel noir constituait la colonne vertébrale des

communautés noires du Nord et avait un poids de plus en plus important dans les syndicats locaux, en particulier dans le Midwest. Une conséquence de cet état de choses fut que le revenu des ouvriers noirs de sexe masculin passa de 45 % de celui des ouvriers blancs à presque 70 % entre 1939 et 1969, tandis que le revenu des femmes noires augmentait dans des proportions encore plus considérables.

A la fin des années 60, alors que l'impérialisme américain subissait au Viet-

nam une défaite qui le laissait groggy, la croissance du capitalisme américain avait cessé d'être suffisamment rapide pour absorber dans l'industrie les enfants des ouvriers noirs. Après la récession mondiale de 1974-75, les détenteurs du capital transféraient de plus en plus leur activité industrielle vers des pays à bas salaires, tout en augmentant le taux d'exploitation aux Etats-Unis mêmes. La menace de fermetures d'usines ou de leur transfert à l'étranger fut utilisée pour forcer la main aux syndicats et les obliger à faire des concessions drastiques sur les salaires et les conditions de travail, et ce dès l'époque Carter. Mais le passage du syndicat des aiguilleurs du ciel PATCO par Reagan, en 1981, marqua le début d'une offensive générale contre les syndicats.

Conséquence de tout ceci, de 1973 à 1991, le revenu moyen d'un ouvrier de l'industrie a baissé de 20 %. Et avec le déclin accéléré du secteur manufacturier, les jeunes travailleurs non qualifiés qui arrivent sur le marché du travail sont obligés d'accepter des salaires de misère dans les restaurants fast-food, les supermarchés, comme laveurs de voitures ou dans d'autres emplois du même genre. Entre 1973 et 1990, le revenu des salariés de moins de 30 ans avec des enfants a été réduit de 32 %, et celui des jeunes familles noires de 48 %. Les effets ont été dévastateurs, tant pour les individus que pour les communautés où ils vivent.

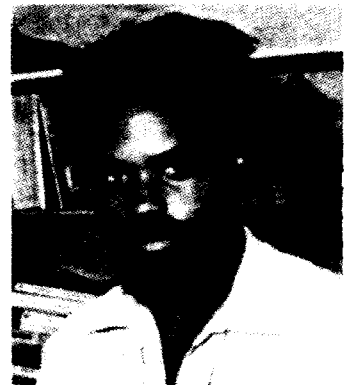
Pendant que les ploutocrates et les acrobates de la spéculation financière s'enrichissaient en pillant une industrie privée d'investissements productifs, en dix ans deux millions d'emplois industriels ont été supprimés aux Etats-Unis. Le *Oakland Tribune* du 1^{er} mai décrit ainsi l'impact de la désindustrialisation de l'Amérique sur la communauté noire de Los Angeles: «De grandes entreprises industrielles, comme General Motors, Firestone, Goodyear et Bethlehem Steel fournissaient autrefois aux habitants de South-Central la possibilité d'un salaire décent et d'une ascension sociale - y compris pour ceux qui étaient sans formation. Dans les années 1980, la plupart de ces emplois ont disparu, résultat du déclin de la compétitivité américaine. Après le cataclysme, les habitants ont été contraints d'entrer dans une économie à bas salaires formée d'une industrie légère, d'ateliers d'assemblage, de fabriques de meubles, d'ateliers de confection, de restaurants fast-food et autres.»

Dans la même période, la soi-disant

«protection sociale» a été mise en pièces. Bush fait porter la responsabilité des émeutes de Los Angeles aux programmes sociaux de la «grande société» de Lyndon Johnson, dans les années 1960, qui auraient habitué les Noirs à accepter le chômage et la dépendance envers l'aide sociale. Quelle hypocrisie! Au cours des 20 dernières années, le budget de l'«aide aux familles avec des enfants à charge» - le principal programme d'aide sociale - a diminué de 42 % en valeur corrigée de l'inflation.

En réponse aux attaques de Bush, de nombreux libéraux encensent maintenant la «guerre contre la pauvreté» de Johnson. Même l'intellectuel nationaliste noir et réalisateur de cinéma Spike Lee a déclaré dans une interview réalisée à la veille du festival de Cannes que «l'administration Démocrate a tenté d'aider les pauvres, mais Reagan et Bush ne sont pas concernés» (*Libération*, 5 mai). En fait, la «grande société» n'a jamais eu pour but d'éliminer la pauvreté. Son principal objectif était de récupérer une couche de militants noirs afin de reprendre le contrôle des ghettos en révolte. En 1967 déjà, nous écrivions que les millions de dollars dépensés dans différents programmes «ont réussi à troubler ou à acheter un grand nombre de dirigeants potentiels de la jeunesse à Harlem, par la combinaison de l'argent et d'une rhétorique nationaliste pseudo-radical. Les soi-disant projets «anti-pauvreté» ont aussi servi à entretenir un certain nombre d'illusions parmi les masses des ghettos» («*Black and Red - Class Struggle Road to Negro Freedom*», supplément à *Spartacist* édition anglaise, mai-juin 1967).

L'agitation dans la communauté noire une fois calmée, au début des années 1970 ces programmes «anti-pauvreté» ont subi des coupes sombres. Et quand



Philadelphia Magazine

Journaliste de radio noir, surnommé «la voix des sans-voix», Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en Pennsylvanie parce qu'en défendant avec intransigence les militants noirs radicaux contre la répression raciste, il s'était attiré la haine du pouvoir et des flics. Le combat pour sauver Jamal est devenu un point de ralliement pour tous ceux qui, dans le monde entier, luttent pour l'abolition de la peine de mort.

Reagan arriva à la Maison Blanche, en 1981, il provoqua délibérément une crise budgétaire en réduisant les impôts pour les riches, afin de tailler à grands coups de hache dans ce qui restait des programmes d'aide sociale. Mais alors que les Noirs pauvres subissaient ces attaques, une couche de «yuppies» noirs se développait et échappait aux ghettos. Aujourd'hui, les 20 % des familles noires les plus riches disposent de presque la moitié du total des revenus de toute la population noire - une répartition plus inégalitaire que chez les Blancs.

Les attaques de l'administration Bush contre les «politiques sociales libérales des années 1960» et les contre-attaques des Démocrates libéraux dénonçant le «reaganisme» ne doivent pas dissimuler le fait que ces deux partis capitalistes ont appliqué deux variantes de la même politique - promouvoir le développement d'une petite-bourgeoisie noire dépendante - et que tous deux ont opéré des coupes

Suite page 15



Maryland, 1963 - L'armée réprime la révolte noire.

Allemagne...

Suite de la page 7

cains, étaient déterminés à épuiser la résistance prolétarienne et à briser la considérable influence que les communistes avaient retrouvée dans les syndicats, en particulier dans les conseils d'usines. Les communistes furent purgés, la résistance anticapitaliste brisée, et les conseils eux-mêmes furent transformés en camisoles de force de la collaboration de classes - conformément à la loi réactionnaire sur les conseils d'usines (*Betriebsräte*) adoptée en 1952. Avec le soutien de la DGB au Plan Marshall de la Guerre froide, les travailleurs étaient solidement enchaînés politiquement à l'Etat, et l'Etat à l'alliance antisoviétique de l'OTAN.

En 1989-90, le SPD a naturellement joué le rôle de cheval de Troie de la contre-révolution en RDA, contribuant puissamment à ce que « le système rival s'effondre ». Ensuite, avec leur chasse aux sorcières anticommuniste, avec leur emprise sur les syndicats et en tant que fer de lance de la chasse à l'homme menée par tous les partis contre le « déluge de demandeurs d'asile », ils cherchent à diviser, à paralyser et à étouffer toute résistance ouvrière. Les ouvriers sont ainsi divisés entre Est et Ouest, hommes et femmes, immigrés et Allemands. Toute la « gauche », PDS compris, a soufflé sur les bûchers de la chasse aux sorcières anticommuniste et attisé la campagne raciste contre les immigrés. Aujourd'hui, elle cherche à persuader les travailleurs d'un gouvernement Engholm serait mieux que Kohl. C'est une dangereuse illusion.

La bureaucratie que les « lieutenants des patrons du capital » du SPD ont à leur disposition est une véritable armée. Elle comprend les 30 000 syndicalistes des conseils d'usines dont les salaires sont correctement payés par les patrons. Parmi eux, il y a beaucoup de syndicalistes étrangers, dont des immigrés. Mais s'ils veulent défendre les intérêts des travailleurs, ils doivent rompre avec le piège des *Betriebsräte*, avec leur « serment du secret » et autres obligations d'agir dans l'intérêt des patrons. Les conseils d'usines les rendent complices de chaque licenciement, de chaque brisage de grève.

Les membres des conseils d'usines contrôlés par le SPD, à chaque réunion

du *Betriebsrat*, sont assis à la même table et « dans le même bateau » que les patrons. Et pourtant, diverses organisations de gauche, comme le DKP national-stalinien et les pseudo-trotskyistes du VSP, liés à Ernest Mandel, partagent depuis longtemps les privilèges bureaucratiques qu'apporte le fait de côtoyer les patrons dans les *Betriebsräte*. Nous autres spartakistes luttons pour l'indépendance complète du mouvement ouvrier vis-à-vis de la bourgeoisie et son Etat. Notre tendance en Allemagne a été forgée sur l'analyse trotskyste que le SPD est depuis 1914 un parti ouvrier bourgeois, une courroie de transmission pour le nationalisme allemand dans le mouvement ouvrier ; il faut scissionner le SPD pour gagner sa base prolétarienne à la voie de la révolution socialiste.

Les travailleurs ont besoin d'une direction révolutionnaire !

La base de l'ÖTV a rejeté l'accord pourri conclu par Wulf-Mathies [la responsable du syndicat], mais ne voit aucune alternative à la direction traître de l'ÖTV/DGB. Alors que de nombreux travailleurs avaient rejoint le syndicat au début de la grève, beaucoup en partent aujourd'hui. Mais malgré leur direction procapitaliste, les syndicats sont aujourd'hui les seuls instruments de défense des travailleurs. Si nous voulons gagner, au lieu de jeter vos cartes syndicales, jetez dehors les bureaucrates qui transforment les syndicats en instruments pour soumettre les travailleurs aux exigences de l'Etat impérialiste, et risquent ainsi de les détruire. La direction du SPD/DGB sait très bien qu'une lutte de classe vraiment sérieuse, à l'Est et à l'Ouest, balayerait non seulement la bande à Kohl mais les balayerait eux-mêmes aussi. Pour mener le combat pour défendre et garantir leurs intérêts, les travailleurs ont besoin d'un programme qui serve leurs intérêts de classe, pas ceux des patrons. Nous avons besoin d'une direction et d'un parti révolutionnaires, préparés à mobiliser la classe ouvrière pour affronter les patrons et leur Etat, dans un combat qui conduira à la lutte pour le pouvoir.

La bourgeoisie parle beaucoup de la « mort du communisme », mais les luttes de la classe ouvrière dans le monde entier démentent ces rêves fumeux de « nouvel ordre mondial ». A Seoul, 20 000

ouvriers sud-coréens qui luttent contre la surexploitation et la terreur policière ont exprimé leur solidarité avec les grèves allemandes. A Varsovie, 15 000 manifestants sont descendus dans la rue le 1^{er} mai, contre le régime capitaliste de Waleza et de Solidarność. Quand la colère a explosé à Los Angeles contre une odieuse provocation raciste et une misère sans fin, ceux qui dirigent l'Amérique ont répondu par la terreur policière et l'occupation militaire. Le 1^{er} mai à Berlin, des manifestants de Kreuzberg défilaient avec des pancartes et des banderoles exprimant leur solidarité avec Los Angeles.

La révolte de Los Angeles et la grève de l'ÖTV en Allemagne marquent deux tournants majeurs dans deux des trois puissances impérialistes dominantes - la troisième, le Japon, ne se porte pas non plus très bien, comme le montre la baisse continue de l'indice boursier, le Nikkei. Le capitalisme ne réserve à l'humanité que la plus noire misère, la terreur raciste et la guerre impérialiste. La seule façon d'en finir avec ce système d'exploitation pourrissant, c'est la révolution socialiste.

Au poison nationaliste distillé par Bonn et ses acolytes sociaux-démocrates, il est nécessaire d'opposer un programme d'internationalisme prolétarien. Comme Lénine, Luxemburg et Liebknecht, nous nous battons pour l'unité révolutionnaire des ouvriers allemands, polonais et soviétiques. Une lutte résolue unissant les ouvriers allemands et immigrés dans tout le Quatrième Reich constituerait un puissant exemple pour nos frères et nos sœurs de classe jusqu'à l'Oural et au-delà - pour défendre l'Etat ouvrier soviétique face à la contre-révolution d'Eltsine, avec son « traitement de choc » capitaliste, la misère et les horreurs de la guerre civile nationaliste.

L'Allemagne et ses alliés d'Europe de l'Ouest veulent constituer une « forteresse Europe » pour tenir à l'écart les réfugiés fuyant le chaos économique et social qu'eux-mêmes ont créé dans le monde entier. Il ne se passe presque pas de jour sans un nouvel acte antisémite ou de terreur raciste/fasciste. L'*Anschluss* a précipité les femmes est-allemandes cinquante ans en arrière, en détruisant les institutions sociales qui fournissaient gratuitement et massivement soins médicaux et crèches. Elle repousse les femmes vers « *Kinder, Küche, Kirche* » (les en-

ants, la cuisine, l'église). Alors qu'en RDA plus de 90 % des femmes travaillent, aujourd'hui les deux tiers des chômeurs en Allemagne de l'Est sont des femmes. Pendant que les Eglises protestantes et catholique travaillent à rechristianiser l'Est, tous les partis de gouvernement vont se mettre d'accord sur une loi antiavortement *grossdeutsch* (de la grande Allemagne), qui mettra les femmes et les médecins à la merci du changement de « conseillers » cléricaux.

Pour arrêter cette dévastation sociale et la réparer, la classe ouvrière doit être mobilisée pour lutter dans l'intérêt de tous les opprimés. Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés - Stoppons la terreur nazie par des mobilisations ouvrières/immigrées ! Prêcheurs, ecclésiastiques et juges hors des chambres à coucher et des cabinets médicaux : abrogation des paragraphes 218/219 [la loi sur l'avortement] ! A bas l'impôt d'Eglise ! Pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat ! Face aux destructions perpétrées par la bourgeoisie, nous devons lutter pour un programme massif de travaux publics, pour reconstruire les usines et les institutions sociales, pour construire des millions de logements de qualité à un prix abordable, pour nettoyer l'environnement. Nous devons lutter pour : « A travail égal, salaire égal » - femmes et hommes, immigrés et Allemands, Est et Ouest. La direction de la DGB parle d'obtenir la semaine de 35 heures en 1994, mais les patrons ont entrepris d'allonger la semaine de travail. Se battre pour une reconstruction sociale massive, pour le partage du travail entre toutes les mains ouvrières avec une semaine de travail significativement raccourcie et sans perte de salaire, nécessite une lutte révolutionnaire.

L'Allemagne demeure la clé de l'Europe, pour la barbarie ou le socialisme. Pour reconstruire ce pays dans l'intérêt de tous les travailleurs et pour planifier l'économie de façon rationnelle à une échelle internationale, il est nécessaire de lutter pour un gouvernement ouvrier qui expropriera le capital, mettant ainsi les moyens de production à la disposition de ceux qui produisent les richesses. Pour organiser cette lutte et la conduire à la victoire, les travailleurs ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire. C'est un tel parti, dans la tradition internationaliste de Lénine et Trotsky, que les spartakistes travaillent à construire. Rejoignez-nous ! ■

Dockers, FEN...

Suite de la page 3

Dans la FEN, les scissionnistes de 1992 veulent accomplir ce que les scissionnistes de FO n'avaient pas réussi à faire dans l'enseignement en 1947 (et que l'OCI-PCI-MPPT de Lambert avait tenté en 1984 pour le compte de Bergeron) : scissionner les syndicats enseignants sur la base de l'anticommunisme. En 1947, une majorité de la Fédération de l'Enseignement avait refusé de suivre la scission anticommuniste de FO, mais aussi de maintenir des liens avec une CGT dominée par le PCF, et qui venait de briser une vague de grandes grèves. La majorité de l'Enseignement avait alors choisi une autonomie qui préservait l'unité du syndicat, une solution à laquelle la minorité PCF s'était finalement ralliée. La FEN ainsi constituée, et dominée par le Syndicat national des instituteurs (SNI) représentait un outil potentiel de lutte puissant, parce que regroupant dans la même organisation syndicale des centaines de milliers de travailleurs de la même

branche.

Cependant, la direction social-démocrate du SNI entendait défendre cette unité sur une volonté de « se désolidariser totalement des deux "blocs" dont l'antagonisme risque de provoquer un troisième conflit mondial » (motion d'orientation adoptée par le SNI en 1947, citée dans Laurent Batsch, *la FEN au tournant*). Aujourd'hui comme hier, les révolutionnaires doivent combattre résolument cette soi-disant « neutralité » des syndicats, qui dissimule mal la capitulation des bureaucrates qui les dirigent devant l'anticommunisme et l'antisoviétisme de « leur » bourgeoisie. Leur tâche est de gagner la direction des syndicats sur un programme de lutte de classe révolutionnaire, dont la nécessité de défendre l'Etat ouvrier soviétique contre les menées contre-révolutionnaires des impérialistes.

En 1947, l'entreprise de brisage de la CGT menée par les agents sociaux-démocrates de l'impérialisme fut puissamment facilitée par les cassages de grèves répétés perpétrés depuis la fin de la guerre par les directions de la CGT et

du PCF. A ce moment, l'existence dans la classe ouvrière d'un pôle révolutionnaire avec un poids et une autorité suffisants aurait radicalement changé les termes du « choix » auquel les ouvriers avancés étaient confrontés : rejoindre les scissionnistes anticommunistes ou accepter la domination politique des briseurs de grève stalinien - une alternative qui, dans l'Enseignement, était faussement posée en termes de « rester dans la CGT c'est rester dans la classe ouvrière ».

Plutôt qu'un véritable syndicat industriel, la FEN était jusqu'à ces derniers jours, un cartel de syndicats, dirigés par les réformistes PC ou PS, et opposés par des intérêts de boutique (il est par exemple courant de voir, dans un même établissement, un syndicat de la FEN briser la grève d'un autre syndicat de la FEN). Une des raisons qui ont poussé les dirigeants de la majorité social-démocrate à déclencher la guerre ouverte à la minorité « communiste » est que l'évolution inexorable de la démographie enseignante, en diminuant le poids relatif des instituteurs du SNI au profit des enseignants du secondaire du SNES et du SNEP, menaçait de faire basculer tôt ou tard les rapports de forces internes.

En même temps, la FEN - toutes tendances confondues - remplissait le rôle d'un appareil parallèle et complémentaire au Ministère de l'Education nationale, cogérant avec l'Etat bourgeois les personnels enseignants. En novembre 89, c'est aussi toutes tendances confondues que les bureaucrates de la FEN

avaient approuvé l'exclusion raciste d'un lycée d'adolescentes d'origine maghrébine, au nom d'une soi-disant « défense de la laïcité ».

Mais tous les gages de bonne conduite donnés par le PCF à la bourgeoisie n'apaiseront jamais sa haine des « rouges », dont le PC est aujourd'hui la première victime. Une victime d'autant plus paralysée aujourd'hui qu'elle a elle-même apporté de l'eau au moulin de la campagne sur la « mort du communisme » des impérialistes. En hurlant avec les loups anticommunistes pour saluer la victoire d'Eltsine comme une victoire de la démocratie, en tournant le dos à la patrie d'Octobre et en proclamant « Notre différence est totale », mais surtout en trahissant toutes les situations pré-révolutionnaires qu'a connues ce pays en particulier à la Libération et en 1968. Ce faisant, ces bureaucrates traîtres ont largement contribué à affaiblir, à isoler l'URSS et à précipiter la tragédie actuelle des classes ouvrières soviétique et des pays de l'Est, et en conséquence à renforcer la réaction à l'échelle internationale ! Nous, trotskystes, qui sommes aujourd'hui en première ligne à Moscou et à Leningrad pour défendre l'Etat ouvrier menacé, continuons à défendre pied à pied dans les pays capitalistes les acquis et les organisations ouvrières contre la bourgeoisie et ses hommes de main sociaux-démocrates. Une attaque contre un est une attaque contre tous ! La classe ouvrière doit faire rendre gorge à Mitterrand ! ■

POUR CONTACTER LA LTF

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen
Spartaciste
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon
Spartaciste
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Martha Phillips...

Suite de la page 16

avec irritation aux questions qui se rapportent à l'affaire (en d'autres cas similaires, il y a toujours eu une extraordinaire mobilisation, souvent avec des résultats très rapides).

Judi Buehrer, écrivant dans le journal en langue anglaise *Moscow Times* (30 avril), a rencontré la même fin de non-recevoir de la part de la milice de Moscou et des fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis. L'enquêteur Marchenko « a refusé de faire le moindre commentaire sur aucun des détails de l'affaire », tandis que l'inspecteur-chef, Andrei Voyeikov, « a refusé d'expliquer pourquoi les médecins n'ont pas immédiatement soupçonné une perfidie » et « a également refusé de divulguer tout autre information sur l'affaire. » L'ambassade des Etats-Unis, lui a dit un fonctionnaire, avait « fait tout ce qu'elle pouvait ».

Un article de Steve Crawshaw « Sur le mystérieux assassinat à coups de poignard d'une trotskyste à Moscou » paru dans *l'Independent on Sunday* de Londres (3 mai) a rapporté qu'un assistant de Pat Schroeder, représentante Démocrate de Denver au Congrès américain, qui est intervenue dans l'affaire au nom de la famille de Martha Phillips, s'est plaint à lui au sujet de la réponse du Département d'Etat: « On nous a d'abord dit qu'il s'agissait d'une mort naturelle - ensuite d'une blessure au couteau. Nous n'avons toujours pas vu de rapport d'autopsie, bien que nous l'ayons réclamé. » Interrogé par Crawshaw, le Dépar-

Los Angeles...

Suite de la page 13

sombres dévastatrices dans les centres urbains. Aujourd'hui, le secrétaire d'Etat de Bush au logement et au « développement urbain » Jack Kemp, le candidat Démocrate à la présidentielle Bill Clinton et le démagogue nationaliste noir Louis Farrakhan prônent tous le développement de commerces et de sociétés noirs comme la « solution » à la pauvreté du ghetto. Ils utilisent même une identique rhétorique de l'empowerment [accession au pouvoir], parodiant cyniquement le mouvement radical du *black power* des années 1960.

Pourtant, comparée à la situation de 1965, à l'époque de l'émeute de Watts à Los Angeles, la situation dans les ghettos est devenue pire, bien pire. Dans les villes, la pauvreté noire augmente, le chômage des non-Blancs augmente, et parmi les adolescents non blancs, un sur quatre seulement a aujourd'hui un travail, en général payé au salaire minimum. L'éditorial du *New York Times* du 7 mai affirme que « les incendies de Los Angeles éclairaient d'une lumière crue et nouvelle la façon dont l'Amérique tire un trait sur certains endroits [...]. Pire encore, l'Amérique tire un trait sur des gens - une génération de jeunes Noirs. » Il y a quelques années, dans un article sur une soi-disant « réforme » de l'aide sociale, nous écrivions: « Ce n'est pas une réforme de l'aide sociale, c'est un plan pour transformer les ghettos en vastes cimetières - parce qu'il n'y a pas de travail. L'objectif de cette législation est d'assurer que des couches entières des minorités meurent, parce que ce système capitaliste décrépit n'en a plus besoin » (« Genocide USA », *Workers Vanguard* n° 463, 21 octobre 1988).

Mais nous insistons aussi sur le fait que la situation de désespoir faite aux Noirs toujours plus nombreux qui sont prisonniers des ghettos ne doit pas faire perdre de vue le fait fondamental que les ouvriers noirs jouent toujours un rôle stratégique dans l'économie américaine, et un rôle plus grand encore dans le mouvement ouvrier organisé. 25% de tous les ouvriers noirs sont syndiqués, contre 17% des Blancs et des Hispaniques. Les ou-

The New York Times

5 mai 1992

© New York Times Company, 1992

Oakland Journal

Seeking Moscow Inquiry Into a Killing

By KATHERINE BISHOP
Special to The New York Times



OAKLAND, Calif., May 4 — In miles, it is a long way from Scarsdale High School in suburban Westchester County outside New York City to this city on the east side of San Francisco Bay.

But to one 1965 graduate, Martha Phillips, who once wrote of "hating and despising bourgeois society," this racially diverse city of auto and shipyard workers and neighborhoods fighting the devastation of crack and urban gangs felt more like home.

A fixture in radical political circles here for nearly 20 years, Ms. Phillips organized labor demonstrations, ran unsuccessfully for the City Council, worked as a typesetter and dreamed of going to the birthplace of the October 1917 revolution. Last May, that dream came true. After studying Russian in night school for years, she was off to Moscow to teach and to defend "the fractured apparatus of the workers' state."

On Feb. 9, a few hours before she was scheduled to attend a rally as a senior leader of the International Communist League protesting the reformist policies of President Boris Yeltsin, Ms. Phillips was found stabbed and strangled to death in her apartment.

Back here, Ms. Phillips' friends and comrades in the Spartacist

League, the small group of radical followers of the teachings of Leon Trotsky to which she belonged, have a new political fight on their hands: forcing the Russian authorities to find out who killed her.

When most people think about radical leftist political organizing, of days spend picketing and handing out leaflets and nights consumed by arguing theory, they frequently think of this city's northern neighbor, Berkeley, where students have fanned the flames of civil rights and anti-Vietnam war sentiments for decades.

But to spend a lifetime dedicated to the certainty of the ultimate victory of the workers' revolution, one must live and work side by side not with the intellectual elite, but with the working class. Thus it is this city, where so many people go off to work wearing hard hats, that has always drawn staunch revolutionists from around the country.

Like Ms. Phillips, many began their political activism opposing the Vietnam War. Be they Leninists, Stalinists or Maoists, it is here that they come, believing that the city's working people have a lot to gain and not much more to lose and that is therefore an ideal place to launch the workers' state.

On April 30, people picketed Russian consulates in 11 cities around the

world, including the nearest one in San Francisco, demanding a full investigation of Ms. Phillips' death.

Ms. Phillips' sister, Elizabeth Greenberg, a lawyer in Denver, said that from the information she had received, only a list of names of the political people with whom she had been working was stolen from her sister's apartment when she was killed.

A statement issued by the Spartacist League here said that members discovered Ms. Phillips' body in bed on Feb. 9. It said the authorities initially declared the death to be a result of natural causes, later reversing this finding and saying they had discovered a stab wound in her chest and broken bones in her throat.

The league's statement said Ms. Phillips, who was Jewish, had been assaulted by members of Pamyat, a nationalist group with overtones of anti-Semitism, at a public demonstration near the Kremlin three weeks before.

Yossi Schwartz, a lawyer in Toronto, has travelled to Moscow and hired private investigators in an effort to learn more. And while the Spartacists have not taken an official position connecting her political work and her death, some friends and family members believe the two are linked.

"She lived her life for her politics," Ms. Greenberg said. "And I think she was killed because of them."

De l'envoyé spécial à Oakland du «New York Times»: «Ici, les amis et les camarades de Mme Phillips dans la Spartacist League [...] ont un nouveau combat politique à mener: forcer les autorités russes à trouver qui l'a tuée.»

tement d'Etat a purement et simplement reconnu qu'il n'avait « pas l'intention d'intervenir pour le moment ». On aurait

du mal à imaginer semblable attitude si la victime avait été un homme d'affaires Reaganien plutôt qu'une trotskyste juive.

Crawshaw, dont la propre femme a failli être assassinée il y a deux ans lors d'une attaque de leur appartement de Moscou par des gens qu'on a supposé être des nerfs de Pamiat, a relevé l'origine juive de Martha Phillips et la possibilité d'une implication des fascistes dans le meurtre: « Pamiat est tenu pour responsable par beaucoup d'un nombre croissant d'agressions et d'assassinats antisémites. » Crawshaw a expliqué que la LCI « voulait voir la reconstitution de la vieille Union soviétique » et que, « contrairement à la plupart des groupes trotskystes, ils n'étaient pas antisoviétiques. » Il a conclu que « quelque inhabituelles qu'aient été les positions politiques de Martha Phillips, le manque d'enthousiasme apparent à poursuivre les aspects politique ou antisémité éventuels de son assassinat est frappant ».

Martha Phillips n'est pas une victime anonyme et sans visage. L'attention portée par la presse internationale sur ce meurtre suspect a jeté une lumière crue sur cette affaire. Nous avons signifié aux autorités de Moscou que nous ne permettrons pas qu'on couvre le meurtrier par indifférence bureaucratique ou pire encore. A ce jour, nous n'avons eu connaissance d'aucun progrès supplémentaire dans l'affaire du meurtre de notre camarade. Comme le déclarait le porte-parole de la LCI Victor Granovsky au *Moscow Times*: « Nous ne pouvons pas permettre que l'affaire soit oubliée. Martha n'a jamais reculé, elle n'aurait jamais laissé tomber quelqu'un, et nous ne pouvons pas la laisser tomber. » Nous exigeons une enquête sérieuse sur le meurtre de Martha Phillips!

-Traduit de Workers Vanguard n° 551

vriers noirs les plus âgés ont assez d'ancienneté pour rester fortement implantés dans des industries en déclin mais toujours essentielles, comme l'automobile et la sidérurgie. Et les Noirs de tous âges sont proportionnellement surreprésentés dans les emplois indispensables au fonctionnement de la société américaine - conducteurs de bus et de métros, dockers, éboueurs, postiers, infirmières et autres travailleurs hospitaliers.

Les prolétaires noirs peuvent servir de lien entre les pauvres du ghetto et le mouvement ouvrier organisé. La situation est plus que mûre pour une explosion sociale massive, depuis les ghettos et les barrios hispaniques jusqu'aux ouvriers qualifiés blancs, dont bon nombre ne sont qu'à un bulletin de paie de la faillite et de l'expulsion. L'éruption de manifestations racialement intégrées qui a suivi l'acquiescement des flics racistes bourreaux de Rodney King montre l'existence du potentiel pour une nouvelle vague de luttes sociales combatives.

Pour un parti ouvrier révolutionnaire!

Cette hostilité largement partagée vis-à-vis de la brutalité raciste des flics, le désir de fraternité entre les diverses populations qui composent les Etats-Unis, l'exigence d'en finir avec la pauvreté doivent être mobilisés derrière un programme de révolution socialiste, et non derrière une nouvelle « coalition » du Parti Démocrate. Si les luttes étaient

canalisées vers un « New Deal » bidon, une nouvelle « coalition arc-en-ciel » derrière Jesse Jackson, un nouveau projet libéral, ce serait là une défaite pour la classe ouvrière, les Noirs et les Hispaniques pauvres. Pour eux, rien de fondamental n'aurait alors changé.

Pourtant, une grande partie de la gauche recherche précisément un tel « front populaire » avec le Parti Démocrate, quand elle ne sème pas de dangereuses illusions dans la possibilité de faire pression sur George Bush pour qu'il agisse dans l'intérêt des Noirs. Ainsi, les réformistes du Parti communiste, qui semblent souffrir de troubles mentaux depuis la chute de la bureaucratie du Kremlin en août dernier, « exigent rien moins que le président Bush s'exprime et ordonne au Département de la justice d'agir pour mettre fin aux brutalités policières »! D'autres groupes de gauche reprennent la revendication libérale de comités de surveillance civils de la police et d'autres réformes qui permettraient au système de redorer son blason... au moment précis où des millions de gens tirent la leçon que « le système ne marche pas ».

L'utilisation sur une grande échelle des forces de répression pour mater la révolte de Los Angeles et la vague de brutalités policières dans tout le pays marquent une escalade notable du bonapartisme policier et une restriction menaçante du droit d'expression des citoyens ordinaires. La classe dirigeante américaine a éprouvé une grande peur et elle a envoyé pour la

conjuré une armée entière. Avec le déclin de son économie, la bourgeoisie sent son pouvoir se dérober. Tout ceci se double d'une hostilité croissante à l'égard de l'establishment politique traditionnel, hostilité qu'exploitent des gens comme le fasciste David Duke, l'ultraréactionnaire Pat Buchanan, le populiste Démocrate Jerry Brown et maintenant le milliardaire texan Ross Perot, qui se présente comme « candidat indépendant » à l'élection présidentielle contre ces mêmes « politiciens » par qui il s'est fait engraisser des années durant.

L'explosion massive qui s'est produite à Los Angeles représente une rupture spectaculaire de l'« ordre » capitaliste. Elle implique donc d'une part le danger d'un régime bonapartiste beaucoup plus dur, avec la répression par des méthodes d'Etat policier de toute agitation noire. En même temps, elle peut ouvrir la voie à une lutte sociale révolutionnaire qui unira la classe ouvrière, dont la situation a considérablement empiré depuis 20 ans, et les minorités qui subissent la pauvreté désespérée des ghettos et des barrios. La question décisive pour la suite des événements est la construction d'un parti communiste d'avant-garde multiracial, comme celui que Lénine et les bolchéviks avaient construit dans la « prison des peuples » de la Russie tsariste, parti qui a conduit la classe ouvrière multinationale de cet empire à l'insurrection victorieuse contre l'ordre capitaliste.

-Adapté de Workers Vanguard n° 551

7 F

10 F

Une collection d'articles du « Bolchévik » sur la question noire aux Etats-Unis

Pour toute commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

"BOLCHEVIK"

La lutte pour la libération des Noirs aux Etats-Unis

- Malcolm X: un courageux combattant de la libération des Noirs américains
- La Révolution russe et la lutte pour la libération des Noirs aux USA
- Los Angeles: les flics racistes acquittés. N'attendons aucune justice des tribunaux bourgeois!

10 F

Le meurtre de Martha Phillips, trotskyste américaine

Les autorités de Moscou sur la sellette

Campagne internationale: Nous exigeons une enquête sérieuse!

Après dix semaines de manœuvres dilatoires, d'écrans de fumée et d'incompétence de la part de la milice de Moscou (police), la Ligue communiste internationale a lancé, fin avril, une campagne mondiale de manifestations et de protestation pour faire pression sur les autorités afin qu'elles commencent une enquête sérieuse sur le meurtre de notre camarade Martha Phillips, commis le 9 février. Le 5 mai, des porte-parole de la LCI et un avocat soviétique représentant la famille de Martha Phillips ont tenu à la Maison des journalistes de Moscou une conférence de presse qui rassemblait plus de 40 représentants des médias soviétiques et internationaux et couronnait une série de manifestations devant les ambassades et consulats du gouvernement russe un peu partout dans le monde.

Rendant compte de la campagne internationale et de ce qui l'a motivée, le porte-parole de la LCI Jon Branche déclarait: « Douze semaines après que Martha a été retrouvée brutalement étranglée et poignardée, le matin du 9 février, les autorités de Moscou n'ont fait aucun progrès dans l'identification des coupables de cet abominable crime. Depuis des semaines, les amis, les camarades et les proches de Martha Phillips ont coopéré loyalement à l'enquête de la milice. Mais nos démarches pressantes se sont heurtées à l'incompétence, la dérobade devant les responsabilités et des tactiques dilatoires constantes. »

Parmi les documents distribués à la presse, figurait une lettre adressée le 21 avril au bureau du procureur de Moscou par Yossi Schwartz, un avocat canadien engagé par la famille de Martha Phillips. Dénonçant la manière dont l'enquête a été menée, Schwartz a détaillé les graves insuffisances de l'enquête. Critiquant les nombreuses omissions du rapport d'autopsie, le non-accomplissement d'exams de laboratoire essentiels et les fins de non-recevoir des responsables de l'enquête, il a conclu en expliquant qu'il est impossible de savoir « s'il s'agit de négligence ou d'une tentative consciente d'empêcher une enquête approfondie conduisant à l'inculpation du ou des coupables. »

Un article d'Oleg Rubnikovitch paru le 1^{er} avril dans le journal soviétique *Nezavisimaja Gazeta* a souligné la manière opaque et mystérieuse dont l'enquête de la police a été menée. L'article rapporte que, le 20 mars encore, la morgue n° 5 de Moscou affirmait que « le diagnostic préliminaire montre un brusque arrêt cardiaque. » « Entre-temps, le 11 février, une autopsie avait montré que la mort avait été violente, et la raison pour laquelle le porte-parole de la morgue a essayé de tromper le journaliste reste obscure. »

A présent, plus d'une vingtaine de journaux à grand tirage à travers le monde, dont le *San Francisco Chronicle*, le *San Francisco Examiner* et le *New York Times* aux Etats-Unis, l'*Independent* de Londres, le *Monde*, le *Frankfurter Rundschau* et le *Japan Times*, ont braqué les projecteurs sur les autorités de Moscou. Un article de Seamus Martin dans l'*Irish*

Dans plus d'une dizaine de villes dans le monde entier, comme ici le 30 avril à Londres, des manifestations ont exigé une enquête sérieuse sur le meurtre de Martha Phillips.



Times (4 mai) notait que l'affaire « est en train de soulever une petite tempête ici à Moscou ».

Soulignant le black-out de fait dans la presse, avant la campagne, Astrit Dakli a déclaré dans le journal italien *Il Manifesto* (3 mai): « La mort violente d'un citoyen américain est un événement qui en d'autres circonstances a fait beaucoup de

bruit à Moscou. » Le caractère inhabituel de cette affaire a été relevé par Howard Witt dans le *Chicago Tribune* (10 mai): « Les circonstances auraient pu être sorties des pages d'un roman d'espionnage de la période de la Guerre froide. Phillips a été, en fait, le premier citoyen américain assassiné à Moscou dans un passé récent, selon les responsables de l'ambassade des Etats-

Unis. »

Dans ce qui constitue la première réaction officielle du régime Eltsine, ITAR-TASS, agence de presse contrôlée par le gouvernement, a publié une justification tortueuse du manque de progrès de l'enquête officielle dans une dépêche du 30 avril, qui a de façon ignoble cherché à mettre en cause la victime elle-même. La dépêche a repris l'affirmation du parquet de Moscou selon laquelle « il n'y a aucune raison de suggérer que l'enquête est en train d'être menée en secret ». Pourtant, le premier bref compte-rendu du meurtre dans la presse soviétique, dans le *Vechemaja Moskva* (26 février), disait carrément que l'enquête était « menée dans le plus strict secret ».

Une dépêche de Moscou de l'agence Reuters du 27 avril, signée Anthony Barker, a porté l'affaire dans la presse internationale. Barker a interviewé l'enquêteur chargé de l'affaire à Moscou, Pavel Marchenko, qui « a dit qu'il ne pouvait pas encore révéler les détails de son enquête ». La dépêche citait également la fin de non-recevoir donnée par le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis: « La police de Moscou nous a assurés qu'elle fait tout ce qu'elle peut. »

Beaucoup de ces articles ont souligné la politique trotskyste de la LCI et son opposition à la contre-révolution d'Eltsine. Barker, par exemple, a écrit à propos de Martha Phillips: « Son organisation critiquait l'ancien parti communiste soviétique au pouvoir, l'actuel gouvernement du président russe Boris Eltsine qui est en train d'engager des réformes pour introduire le libre marché et le mouvement nationaliste antisémite Pamiat. »

L'article de *Il Manifesto*, sous le titre: « Moscou, l'étrange mort de Martha Phillips, militante trotskyste », soulignait que « c'est une affaire pleine d'anomalies qui ne font pas partie des histoires criminelles habituelles ». Le journaliste Astrit Dakli notait comment les médecins qui sont arrivés les premiers sur la scène du meurtre « ont diagnostiqué "une mort brutale aux causes naturelles", en dépit de la présence de blessures au couteau et de marques d'étranglement. Les fonctionnaires de la milice ont fait la même chose. » Elle ajoutait que « les fonctionnaires répondent

Dans la presse internationale